ISSN 0024-7650

Normed, Renault...

les travailleurs peuvent se défendre tous ensemble par la lutte sociale

p. 6 et 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 944 - 5 juillet 1986 - prix : 6 F

PC - PS

les dirigeants se tournent le dos

p 4 et 5

M 6189 - 944 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Page 12 :
— USA : La statue creuse du Nouveau Monde.
— Nicaragua : Face à l'agression américaine, le gouvernement sandiniste durcit le ton.

Politique

Page 4 :
— Le PS propose un "Conseil national de la g. he".

Economique et social

Page 5 :
— Conférence de presse de Marchais et Lajoinie : Rassembler, oui, mais qui ? Et pour quoi ?

Pages 6 et 7 :
— Normed ; RVI ; Raffinerie de Normandie.

Page 8 :
— Citroën, Chausson-Creil : les élections professionnelles.

Page 9 :
— Casino ; Montupet (Nogent-sur-Oise) ; Ratier (Figeac).

Loisirs et culture

Pages 10 et 11 :
— Les livres de l'été.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

EN BREF

Avant la couleuvre, la pilule

La revalorisation des retraites de 1,1 % initiale, prévue pour juillet, avait été annulée par le gouvernement. Le ministre des Affaires sociales, Philippe Seguin, a expliqué dimanche que c'était un malentendu, et que les retraites seraient revalorisées de 0,5 %... en octobre, à valoir cette fois sur la revalorisation prévue en 1987 !

Un petit coup de bluff, en somme, pour faire croire aux retraités qu'ils n'auront pas tout perdu, même s'ils ne récupèrent rien des 1,1 %. Tout cela quelques jours avant que le gouvernement n'annonce l'augmentation des cotisations aux caisses vieillesse.

Un petit coup de lèche aux anciens après leur avoir fait les poches et avant de rançonner les salariés.

Encore du vent sur la sécurité

Le projet de loi sur le terrorisme a été voté par les députés le vendredi 27 juin. Il donne quelques libertés de plus à la police qui, de toute façon en prend bien au-delà de ce qui est permis par la loi. Et il permet surtout au ministre de la Justice, Chalandon, de rejoindre Pandraud et Pasqua dans leur numéro d'esbroufe sur la sécurité.

Seulement, ce numéro là, on y croit de moins en moins au fur à mesure que s'allonge la liste des vieilles dames assassinées. Les vrais assassins et les professionnels du crime ou même du terrorisme se moquent bien des contrôles d'identité comme du déploiement policier dans les grandes villes.

La police n'a pas attendu la loi du gouvernement pour agir à sa guise

A propos du projet de loi sur le terrorisme, les repentis, les primes aux indics, *Libération* a interrogé un policier *"forcément anonyme" "appartenant à un service chargé de ce type de répression"*. Intéressant.

Pour lui le projet de loi n'est *"qu'une vaste opération publicitaire"*. En ce qui concerne la loi sur les repentis, *"ces pratiques existent déjà, mais elles ne sont pas formalisées par des lois"* (joliment dit !). En ce qui concerne les indics, *"ceux-ci sont gérés au jour le jour, pendant des mois, des années..." "Mais pour un indic, l'intérêt n'est pas avant tout financier. Il est surtout content d'être couvert lorsqu'il deale ou braque, ce qui est une pratique courante. Etre sûr de son impunité lorsqu'on ramasse des sommes énormes, c'est plus important que de toucher quelques milliers de francs par mois"*. Evidemment. Et tout ceci n'empêche pas *"d'éventuels liens de sympathie qui vont se créer entre les policiers et l'indic"*.

Pendant que les Chalandon, Pasqua, Pandraud pérorent à la Chambre et jouent à faire peur à leur électorat de droite, le policier de base, plein de bon sens comprend que tout cela c'est de la pub et que, dans la grande maison, on n'a pas attendu l'autorisation légale pour faire ce qu'on voulait, et éventuellement pour être un peu ripou...

De 7 à 77 ans

Moins de 18 ans ? Pas de problèmes, vous avez droit à l'ouverture d'un compte bancaire. L'argent de poche, autant qu'il soit dans celle des banquiers... !

Vous avez entre 55 et 75 ans ? Avoir un crédit ne sera plus difficile. La SOFINCO propose des prêts jusqu'à 50.000 F à 13 ou 14 % mais, petit détail, remboursables beaucoup plus vite, en 1, 2, ou 3 ans (les banquiers sont les champions des calculs sur "l'espérance de vie").

Mais de toute façon l'argent, pour les banquiers, que ce soit celui des p'tits ou des papies-mamies, c'est bon à gérer !

Tchernobyl en France

Les autorités françaises ont pris la décision de prolonger le fonctionnement de la centrale nucléaire de Chinon 3, bien qu'elle soit d'un type ancien, très proche de la centrale soviétique de Tchernobyl, et qu'elle ne possède pas non plus d'enceinte extérieure susceptible de protéger contre les irradiations en cas d'accident. La décision aurait été prise pour des raisons principalement militaires, car ce type de centrale est celui qui produit le plus de plutonium, un élément essentiel dans la fabrication des bombes atomiques.

Quand on prépare 1.000 Hiroshima, on n'est pas à un Tchernobyl près.

Valse hésitation

Le 8 juillet s'annonce comme funeste pour les ambassadeurs du monde occidental en poste à Vienne. C'est le jour d'investiture de Kurt Waldheim, nouveau président de la République élu récemment par une large majorité de l'électorat bourgeois et petit-bourgeois réactionnaire malgré — ou grâce à — son passé douteux d'ancien nazi, mais son passé certain de menteur caractérisé.

Et pourtant, Waldheim fut longtemps à la tête de l'ONU ! Pourtant, il arbore la rosette de chevalier de la Légion d'Honneur, que la France lui a décernée en 1961.

Alors, que faire ? J'y vas-t-y, j'y vas-t-y pas ? Les grands sont sacrément embarrassés...

Alors, l'ambassadeur américain s'est d'ores et déjà fait porter pâle. L'anniversaire de sa mère l'appelle à Paris... Quant aux autres, on ne sait pas. On peut supposer qu'ils auront la politique de l'Autruche...

Bavure policière au commissariat de Lyon-Perrache :

la victime se retrouve en position d'accusé

Le soir du 21 mai, à la gare de Lyon-Perrache, des policiers faisaient un contrôle d'identité. Un jeune homme d'origine immigrée et de nationalité française, Rachid Cheballa, a voulu protester contre le ton agressif et le tutoiement des policiers. Cela lui a valu d'être traîné au commissariat, frappé et bousculé. Dans la nuit, les pompiers l'ont emmené à l'hôpital pour le faire soigner, mais ensuite les policiers l'ont récupéré et ont recommencé à le tabasser, de commissariat en commissariat, jusqu'à ce qu'il vomisse du sang. Rachid a eu un tympan perforé.

Finalement, vers 11 h du matin, Rachid Cheballa, épuisé, a signé une déposition qu'il n'a pas lue, condition pour que sa femme soit prévenue et puisse venir le chercher. Dans cette déposition, il reconnaissait *"avoir frappé les policiers"*, ce qui lui vaut d'être accusé "d'outrage et rébellion". Des organisations antiracistes, soutenues par des organisations politiques, ont entrepris de dénoncer ces faits, et un rassemblement est prévu devant le Palais de Justice de Lyon le 15 juillet, jour où sera rendu le jugement. Mais Rachid Cheballa, lui aussi, a porté plainte pour coups et blessures volontaires, car il ne faut pas que les policiers puissent se croire tout permis en toute impunité.

Sans commentaire

La semaine dernière, la Cour suprême des Etats-Unis avait autorisé l'exécution d'un condamné déclaré attardé mental. Deux jours après l'exécution, elle affirmait : *"L'exécution d'un condamné à mort n'ayant pas toutes ses facultés mentales est anticonstitutionnelle"*.

Ils n'ont qu'à pas se marier

En Irlande, une forte majorité a voté pour rejeter le droit au divorce. Tel est le poids de l'Eglise qui s'était lancée à fond dans la campagne pour le maintien des "liens sacrés du mariage". Il y aurait soixante-dix mille couples séparés, prêts à divorcer s'ils en avaient la possibilité, le plus souvent pour se remarier.

Mais justement, qu'ils ne se marient pas ! Pas besoin d'être marié pour vivre à deux, une vie entière parfois. Et le mariage n'empêche nullement la séparation.

D'ailleurs les curés savent bien tout ça !

Avions renifleurs à droite,
"Carrefour du Développement" à gauche :

Les poches sans fond de ceux qui nous prêchent l'austérité

Où sont passés les quelque 80 millions de francs (huit milliards de centimes) reçus en 1983 et 1985 par un certain "Carrefour du Développement", organisme dépendant du ministère de la Coopération, prétendument destiné à aider les pays pauvres, en particulier l'Afrique ?

L'usage d'une partie de ces fonds aurait une justification avouable, nous dit-on : le financement du sommet de Bujumbura, en décembre 1984, au Burundi, encore que les factures aient été gonflées. Mais le reste ?

On ne nous en dira jamais beaucoup plus. Le nouveau ministre de la Coopération, Michel Aurillac, a pris quelque plaisir à glisser une peau de banane sous les pieds de son prédécesseur, le socialiste Christian Nucci. Il avait ordonné une enquête sur les finances de ce "Carrefour du Développement", dont les dossiers avaient, comme par hasard, disparu peu de temps après le changement de gouvernement.

Mais l'enquête semble maintenant s'égarer du côté de quelques subalternes : une hôtesse de l'air qui aurait joui d'un studio au Quartier latin et d'une voiture neuve ; et une voyante extra-lucide, mais pas au point de prévoir où la conduirait l'acquisition d'un château en Sologne, en compagnie d'un chef de cabinet ministériel et d'une sous-préfète. Et le coupable présumé, l'ancien chef de cabinet de l'ex-ministre de la Coopération, un ancien militaire comme il paraît que c'est l'usage, est d'autant plus introuvable qu'on ne semble guère le chercher vraiment.

On commence à être habitué. Les changements de gouvernement, ou tout simplement la concurrence entre politiciens rivaux, valent régulièrement quelques scandales. Ils sont l'occasion, pour quelques couvercles de poubelle, de se soulever. Et généralement, de se refermer aussi vite. Parce que si on sait par qui le scandale arrive, on ne sait jamais qui il peut éclabousser, au bout du compte.

Et le "Carrefour du Développement", à gauche, pourrait connaître le même sort que ces avions renifleurs, à droite, dont Giscard avait emporté le dossier dans ses bagages avant de quitter l'Elysée. Avions avec qui s'étaient envolés 500 millions de francs sans qu'on n'ait jamais pu savoir en direction de qui.

Dans l'affaire du "Carrefour du Développement", la loi du silence pourrait l'emporter aussi. Surtout que la presse commence à invoquer d'éventuelles relations avec les services secrets ! L'officine en question aurait pu servir de couverture au paiement de mercenaires et à la fourniture d'armes pour soutenir le dictateur Hissène Habré, au Tchad, avant que l'armée française n'y intervienne officiellement, par l'opération Manta. Et on verrait mal le gouvernement actuel reprocher à son prédécesseur ce genre d'activité ! Ces gens-là ont en commun de concevoir l'aide à l'Afrique de la même façon : la fourniture de blindés, de mitrailleuses et de mercenaires à ces dictateurs africains pour les plus grands profits de certains industriels français.

Alors au passage, évidemment, quelques escrocs, quelques trafiquants, quelques copains de ministres se remplissent un peu les poches. Le secret d'Etat, et encore plus le secret militaire, méritent bien quelques faux frais !

Mais qu'à cela ne tienne ! Ceux qui nous gouvernent voudraient pourtant faire croire que ce sont les travailleurs, ceux de la Normed, ceux de Renault, tous les travailleurs de ce pays, qui ruineraient les caisses de l'Etat. Ceux qui nous gouvernent, de droite comme de gauche, voudraient faire croire que l'assurance-maladie, les retraites mènent à la banqueroute : et ce serait aux travailleurs d'augmenter leurs cotisations et de se serrer la ceinture question prestations. Et le trou dont on nous parle, ce n'est pas celui fait dans la caisse par les avions renifleurs de Giscard ou les châteaux en Sologne de Nucci, mais le trou de la Sécurité sociale !

Si l'affaire du "Carrefour du Développement" est un scandale, c'en est pourtant un petit au regard du scandale permanent qu'est la gestion du budget de l'Etat. Pas seulement à cause des affaires de corruption ou de copinage qui ont les honneurs des gazettes. Mais parce qu'en toute légalité, très ouvertement cette fois, une grande partie de l'argent de l'Etat, celui de nos impôts, tombe dans la poche des financiers et industriels qui vivent des commandes de l'Etat, de ses subventions, de ses emprunts ; dans les poches de ceux qui licencient les travailleurs, avec l'aide de cet argent aussi.

Alors gardons au moins en mémoire que ceux qui nous prêchent l'austérité ont des poches sans fond.

Arlette LAGUILLER

On ne sait ni combien il y a de transformateurs au pyralène, ni où ils sont, ni dans quel état ils sont...

Pendant que l'accident du transformateur EDF de Villeurbanne n'en finit pas de connaître des rebondissements (premier incendie, second incendie, fuite du pyralène dans le sous-sol), pendant qu'un second transformateur, également au pyralène, laisse lui aussi échapper une dizaine de litres du dangereux produit, toujours à Villeurbanne, on apprend peu à peu quelle est l'ampleur du danger.

Il y aurait en France entre 80000 et 150000 (peut-être même 200000) transformateurs électriques au pyralène, dont la plupart appartiennent à des entreprises privées. Le recensement complet n'est pas achevé. Il devrait être terminé le 8 août prochain, mais en ce qui concerne les entreprises, on sait d'avance que ce ne sera pas fait. Donc, durant longtemps encore, on ne saura même pas combien il y a de transformateurs dangereux et où ils se trouvent.

Pourtant l'alerte avait été donnée il y a un bon moment déjà : en janvier 1985, un accident s'était produit dans un transformateur à Reims. Le pyralène, déjà toxique par lui-même, lorsqu'il est chauffé à plus de 300 degrés (et dans un incendie une telle température peut être vite atteinte) peut dégager notamment de la dioxine encore plus toxique. A Reims, justement, de la dioxine était apparue.

Eh bien, les autorités ont pris des mesures avec une célérité confondante : depuis le 1er juillet de cette année, il est interdit de vendre des appareils au pyralène : dix-sept mois après l'affaire de Reims. Ce qui signifie aussi que le 30 juin dernier — il y a quelques jours — peut-être qu'ici ou là, les derniers transformateurs de ce type étaient encore installés...

Entre-temps se sont succédé deux ministres de l'Environnement, Huguette Bouchardeau à gauche et Alain Carignon, l'actuel titulaire du poste, à droite. En ce qui concerne le remplacement des transformateurs au pyralène, Carignon a eu ces mots d'espoir mesurés : *"Il faut essayer de voir comment on peut aller plus vite pour les supprimer"*. Il ne se mouille pas trop, le ministre. On aurait préféré savoir combien de ces transformateurs ont été effectivement remplacés, ces dix-sept derniers mois par exemple.

Un danger peut en cacher un autre. Dans les usines qui ferment, il y a parfois des transformateurs qui, comme le reste, vont à la casse sans autre forme de procès. Et comme précisément on ne sait pas où ils se trouvent...

En définitive, les transformateurs dangereux au pyralène qui se trouvent répandus largement dans le pays, il y a encore pour des années à devoir vivre avec. Le gouvernement ne parle pas, à ce sujet, d'utiliser les grands moyens. On pourrait accélérer la fabrication des nouveaux modèles, embaucher des chômeurs, imposer le remplacement obligatoire dans un délai bref. Mais non, l'EDF et le ministre se contentent d'espérer que de tels accidents, il n'y en aura pas trop souvent.

Lorsqu'il s'est agi de munir la SNCF ou la RATP en tourniquets à payement automatique, les choses n'ont pas traîné. Lorsqu'il s'agit de remplacer un modèle de cabine téléphonique par un autre, et en quelques années cela a souvent changé, là aussi les choses vont vite. C'est que cela intéresse des industriels.

Tandis que pour les transformateurs au pyralène, apparemment, ça n'intéresse que la population...

André VICTOR

De mal en pyralène

EDF s'est employée à prodiguer des paroles rassurantes. Mais non, il y a peu de risques. Mais non, il n'y a pas eu de dioxine. Mais non, le pyralène ne peut s'écouler dans le sous-sol car il y a des citernes étanches. Mais lorsqu'on a voulu contrôler, horreur, les citernes étaient vides, elles fuyaient.

C'est la même EDF qui affirme que les centrales nucléaires françaises sont sans danger, qu'elles ne peuvent ni s'emballer ni fuir : car elles sont parfaitement étanches.

M'as-tu vu dans mon transfo ?

Hernu, le maire de Villeurbanne, en chômage de "devant de la scène" depuis sa dernière prestation dans l'affaire du *"Rainbow-Warrior"*, a sauté sur l'occasion. Un transformateur EDF n'allait pas brûler dans sa bonne ville de Villeurbanne sans qu'il soit là ! Il a commencé par parcourir lui-même les rues de Villeurbanne dans une voiture-sono de la police pour rassurer les populations. Un autre aurait tout aussi bien pu le faire. Mais comment résister à l'attrait d'une voiture-sono ?

Il a également pénétré dans le transformateur, après l'incendie, sans prendre les précautions que lui demandaient les pompiers. Quel courage, Monsieur le maire !

Ensuite il s'est fait voir à la visite médicale aux côtés de 130 concitoyens et il est reparti avec un petit flacon destiné à recueillir durant une semaine les urines de l'ex-ministre des Armées. *"Mes fonctions de maire ne m'immunisent pas"*, a-t-il sobrement confié à la presse.

Il est difficile de tirer davantage de l'incendie d'un simple transformateur.

Le PS propose un "Conseil national" de la gauche

C'est plus facile à proposer qu'un et un seul candidat socialiste pour 1988 !

Un *"Conseil national de la gauche"*, c'est le nouveau gadget électoral dont le Parti Socialiste vient de décider de se doter pour préparer la prochaine échéance électorale, les présidentielles de 1988.

Le but de ce *"Conseil national"* serait de ratisser large pour regrouper autour du Parti Socialiste toute la gauche (et si possible le centre) non communiste, des rénovateurs qui sont au sein du PCF d'un côté, jusqu'aux *"gaullistes de progrès"* de l'autre. Et après quoi, au nom du *"vote utile"*, de la seule alternative pour *"chasser la droite"*, sur le thème en quelque sorte, que, hors du Conseil national pas de salut, le candidat du PS pourrait espérer rassembler le maximum de voix. Après le coup de la *"gauche unie"* on va nous faire le coup de la *"gauche unique"*.

Car l'Union de la gauche, c'est-à-dire une alliance électorale avec le PCF, c'est, selon toute vraisemblance, hors de question pour 1988. Et pas seulement parce que le Parti Communiste a déjà payé trop cher, sur le plan électoral, son soutien pendant des années au parti de Mitterrand pour être prêt à recommencer tout de suite. Mais aussi parce que pour le Parti Socialiste lui-même, ce n'est pas forcément souhaitable. Mitterrand avait absolument besoin du soutien du Parti Communiste pour remettre en selle un Parti Socialiste déconsidéré; il lui avait fallu les colleurs d'affiches du PCF, ses propagandistes pour faire sa campagne de 1974. Il lui avait fallu aussi les voix des électeurs communistes pour être élu en 1981. Mais tout en se servant du Parti Communiste il a réussi le deuxième volet de son pari : non seulement arriver au gouvernement mais, aussi, affaiblir le Parti Communiste et faire du Parti Socialiste de loin le premier parti de gauche.

Pour gagner les prochaines présidentielles, le Parti Socialiste n'a plus besoin de chercher le moindre soutien du Parti Communiste, dès lors qu'il peut espérer rassembler sur son candidat suffisamment de suffrages au premier tour, pour qu'au second tour même l'électeur communiste réticent se sente contraint de choisir entre "gauche" et "droite". Et au-delà même des présidentielles le but du Parti Socialiste est de devenir quasiment le seul parti de gauche, le parti de l'alternance, ce grand parti libéral, vaguement rose, qui pourrait permuter périodiquement au pouvoir avec la droite, à la façon des travaillistes avec les conservateurs britanniques, des démocrates avec les républicains américains.

"Moderniser" le parti Socialiste (entendez par là rayer de son langage tout ce qui pourrait faire encore un peu rosé), *"l'ouvrir largement"* (en direction de politiciens du centre évidemment), chaque leader socialiste y est allé de son petit couplet sur ces thèmes depuis les élections de mars dernier. Finalement plutôt que d'essayer d'attraper tout dans le PS, la proposition de Jospin, votée par la convention socialiste, reste plus modestement d'accrocher au char du PS tous ses alliés éventuels sans forcément les obliger à rentrer dedans.

Et après tout la formule lâche d'un *"Conseil national de la gauche"* pourrait se révéler davantage payante pour le PS, électoralement parlant, que la tentative d'un regroupement plus contraignant ou d'un ralliement pur et simple de ses éventuels alliés.

Jospin-Chevènement-Fabius-Rocard-Mitterrand : 5 soupirants pour la présidence.

Fizbin, certes, pour être député s'est fait carrément mettre sur les listes du PS. A titre de "communiste critique" cependant. Mais vis-à-vis d'un certain nombre d'électeurs communistes que vise le Parti Socialiste, le soutien électoral de dirigeants communistes "novateurs" qui pourraient se dire partisans de cette nouvelle formule d'union de la gauche, serait peut être plus convaincant que l'appel à voter pour le candidat socialiste lancé par des anciens dirigeants communistes carrément ralliés au PS. Et puis du côté gauche du PS, il y a aussi toute une petite frange d'anciens militants d'extrême-gauche, anciens soixante-huitards qui pourrait constituer une petite force d'appoint. Certains ont certes déjà rallié le Parti Socialiste (soit individuellement, soit, comme récemment le courant "convergence socialiste" issu du groupe trotskyste PCI, collectivement). Mais d'autres tiennent à garder leur originalité, même s'ils ont souvent filé le train au Parti Socialiste, comme la plupart de ces courants dits "alternatifs", PSU, FGA (Fédération de la gauche alternative), PAC (Pour une alternative communiste), ou les courants écologiques; et ils pourraient très bien se trouver à l'aise dans une large gauche non communiste.

Côté droite du PS aussi, les Radicaux de gauche n'ont visiblement pas l'intention de se fondre dans un Parti Socialiste, même "élargi". C'est même le fait d'être "dirigeants" d'un parti allié au PS mais distinct de lui, qui avait permi à un Crépeau ou un Schwartzenberg d'être ministres, indépendamment du faible nombre de voix que pouvait réunir leur formation. Et si un Olivier Stirn a fini par rentrer au Parti Socialiste, ses anciens amis de l'Union centriste républicaine, n'ont pas forcément la même envie, et pourraient peut-être accepter de faire partie d'une simple alliance électorale. Il faut voir. Il faut attendre un peu, encore...

Bref, tel est en tout cas le calcul électoral fait par les dirigeants du Parti Socialiste en proposant de mettre sur pied ce *"Conseil national de la gauche"*. L'opération portera-t-elle des fruits ou pas? Le PS trouvera-t-il beaucoup d'alliés à mettre dans son Conseil? On verra. A en croire le *Canard enchaîné*, Jospin lui-même aurait commenté sa proposition prudemment en disant : *"Il fallait bien proposer quelque chose"*. Pour la suite on verra bien.

Convention nationale du Parti Socialiste : rayer du langage tout ce qui pourrait faire encore un peu rosé.

Car si le PS prépare sa machine électorale, il est par contre encore loin semble-t-il d'avoir résolu son principal problème pour les élections de 1988 : celui du candidat. Non pas qu'il n'en ait pas, mais il en a trop. Et cette même convention socialiste du week-end dernier a, tout comme les précédentes, vu se succéder à la tribune les différents présidentiables en concurrence, y allant chacun de son discours "original" ou de sa petite phrase pour la presse.

Et l'ambition de tous les dirigeants socialistes à vouloir faire de leur parti le seul parti de gauche, ne veut pas dire qu'il n'y auraient chez eux qu'un seul candidat.

Olivier BELIN

FIN DE LA PUBLICATION DE LA SOUSCRIPTION POUR LES LISTES "LUTTE OUVRIÈRE" AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La publication des listes de souscription s'est poursuivie durant plusieurs semaines après la fin de la campagne électorale. Mais certaines listes, pour des raisons diverses, sont parvenues tardivement. Nous publions maintenant ces dernières listes, et, avec celles-ci, le montant total de la souscription, qui s'élève à : 1.570.272 F.

Merci à toutes et à tous.

REGION PARISIENNE
Philippe, 500 F. Isabelle, 200 F. R.! 1.000 F. Marguerite Montargis, 100 F. Testor Robert, 200 F. Testor Jacqueline, 200 F. Grimaud, 150 F. Jouannin R., 160 F. Un sympathisant, 200 F. Anonyme, 150 F. Un étourdi, 250 F. Momo, 100 F. Un copain, 60 F. Aurélie, 15 F. Christian, 10 F. Eric, 10 F. Daniel, 50 F. Anne-Marie, 100 F. Micheline, 10 F. Eric, 10 F. Fred, 10 F. Nadine, 10 F. Francis, 10 F. Sylvain, 50 F. Anonyme, 70 F. Mary, 50 F. Laurent, 10 F. Franck, 20 F. Laurence, 50 F. Bertrand, 20 F. Olivier, 100 F. Bébert, 50 F. Odile, 100 F. Une camarade, 200 F. Michèle, 100 F.

LES MUREAUX ET RENAULT FLINS
Jean-Jacques, 5 F. Noëlle, 10 F. Philippe et Chantal, 10 F. Régine, 5 F. Didier, 5 F. Albert, 10 F. Franck et Monique, 20 F. Thierry, 5 F. Edith, 5 F. Un syndicaliste, 10 F. Johnny, 15 F. Alain et Than Thuy, 10 F. Christian, 20 F. Un chômeur, 7 F. Mohammed, 5 F. Abderarim, 10 F. Antonio, 5 F. Le grand, 10 F. Michel, 10 F. Djonic, 5 F. Pascal, 5 F. Bob, 5 F. Patrick, 10 F. Bary, 5 F. Diallo, 5 F. Un sympathisant, 15 F. Philippe, 5 F. Pochtron, 5 F. Jean-Pierre, 5 F. Pour, 5 F. Valérie, 5 F. Sophie, 5 F. X, 3 F.

RENAULT BILLANCOURT
Alain, 50 F. Sylvie, 200 F. Philippe, 50 F.

BORDEAUX
Ilex (Dassault), 100 F.

NORD
Vincent, 50 F. Sylvie, 15 F. Yves, 110 F. Valérie, 65 F.

HAUBOURDIN
TC Leroy, 100 F. Sympathisants, 40 F. Nénesse, 50 F. Anonyme, 10 F.

DIJON
Girardot F, 20 F. Mémé, 300 F. P. sympathisant, 500 F.

HISPANO
Jasseur, 10 F. Sahabna, 20 F. Abderhaman, 50 F. Peronnet, 50 F. Lafit, 20 F. Moulard, 20 F. Le Goff, 100 F. Complément, 150 F. Collecte PTT Issy-les-Moulineaux, CTA, 130 F.

VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
Un sympathisant, 100 F.

LYON
Pastor, 100 F.

ROUEN
Dudu, 200 F.

TOULOUSE
Un travailleur mazamétain, 100 F.

BRETAGNE
Une infirmière, 150 F.

MOSELLE
Paul, 10 F.

STRASBOURG
Luc, 50 F.

BELFORT
Eric, 100 F.

AMIENS
Danièle, 100 F. Soubrix, 30 F. Christine, 30 F. Hélène, 50 F. Annick, 100 F. Pascale, 300 F.

REGION PARISIENNE
Valier, 200 F. Luc, 10 F. Amis, 10 F. Agent RATP, 50 F. S., 50 F. Toul, 180 F. Alain, 100 F., V., 50 F. X., 20 F.

LYON
Une acheteuse LO, 100 F. Contact hôpital Croix-Rousse, 150 F.

ST-MALO
Pour la lutte de classe (Didier), 30 F. Pour la lutte de classe (Christophe), 30 F. Pour les copains et l'internationalisme, 16 F. Sylvie, 20 F. Pour l'abolition des privilèges, 20 F. Pour arrondir, 4 F.

MARSEILLE
Romero Elisabeth, 10 F. Bocquet, 50 F.

MONTBELIARD
X, Peugeot Cycles, 50 F.

MONTPELLIER
Pour Lutte Ouvrière, 700 F.

Conférence de presse de Marchais et Lajoinie

Rassembler, oui, mais qui? et pour quoi?

De toute évidence, les dirigeants du Parti Communiste ont été piqués au vif par le projet socialiste de créer un "Conseil National de la gauche". Parce que les socialistes le concevraient sans eux ? Ou contre eux ? Ou à la fois sans eux et contre eux ? Si quelque chose se fait, évidemment...

Toujours est-il que Marchais répondait aussitôt dans une conférence de presse (et dans *l'Humanité*) par la formule vengeresse : *"Les Rassembleurs, c'est nous".*

Le Parti Socialiste, selon Marchais, *"se prépare à prendre en 1988 la relève de la droite"* et *"met en place une structure attrape-tout (...). Ce qui est proposé n'est ni plus ni moins qu'un conglomérat allant des socialistes aux centristes..."*. Et quand Marchais ajoute qu'*"évidemment, il n'y a pas de place pour nous dans cette stratégie"*, on se demande s'il exprime son dégoût pour une telle politique ou son dépit de ne pas y être associé.

Cela dit, les deux pages de *l'Humanité* du jeudi 3 juillet illustrent l'ambiguïté de la politique des dirigeants communistes. Selon eux, évidemment, les travailleurs doivent se défendre contre les mauvais coups des patrons et de la droite. Ils doivent aussi se méfier des socialistes qui s'apprêtent à reconquérir le pouvoir à la tête d'un conglomérat large qui serait en quelque sorte, en France, une force d'"alternance" civilisée, acceptable pour la bourgeoisie, comme le sont les travaillistes anglais ou les sociaux-démocrates allemands.

Le Parti Communiste, lui, propose le "rassemblement populaire majoritaire", un rassemblement par "en bas" et dans et par la lutte.

"Nous n'entendons pas, dit Marchais, *revenir à la conception ancienne de l'union au sommet à partir d'un programme, qui écartait le mouvement populaire de son rôle décisif pour aller de l'avant".* Les dirigeants communistes auraient donc tiré la leçon — c'est ce qu'ils disent — de ce passé récent où *"en quelques années, la stratégie d'union au sommet dans laquelle nous nous étions inscrits a échoué (...). La droite a été battue, la gauche est venue au pouvoir avec le Parti Socialiste majoritaire à lui tout seul. Alors, les engagements pris n'ont pas été tenus. Et cela a été l'échec, la déception, la démobilisation"*...

Ce qui serait donc décisif maintenant, dit Marchais, *"c'est le rassemblement d'en bas"; "un rassemblement dans la lutte"... "Primauté au mouvement populaire"...*

Mais, mais... la politique des dirigeants communistes est évidemment toute en nuances, ou en zones d'ombre là où ça gêne d'appeler un chat, un chat. Marchais a des petites phrases pour dire : *"Nous, communistes, nous ne rejetons pas — bien au contraire — la perspective d'accords entre partis politiques".* Ou pour dire encore : *"Nous restons favorables à une politique de rassemblement qui passera, le moment venu, par des accords entre forces politiques dans des conditions données puisque nous ne voulons pas revenir au passé".* Mais quelles "forces politiques" si ce n'est les socialistes ? Ou plus à droite qu'eux, encore ? Et quel "moment venu" ? Et en fonction de quoi ? Du score du PC ? Ou des erreurs des dirigeants comme déjà dans le passé ?

Marchais parle donc aujourd'hui de rassemblement populaire majoritaire, dans la lutte. Très bien. Mais ce n'est pas si facile d'encourager les travailleurs à la lutte (surtout après les en avoir découragés), et pas facile déjà d'y encourager les militants du Parti Communiste et de la CGT. Ça démarre un peu, certes. Ça a bougé dans la Fonction publique, à la SNCF, à la RATP. Ce n'est encore qu'un tout début.

Mais pour quoi faire, au bout du compte, ces luttes ? Pour gagner davantage de voix aux élections ?

En 1944-1945, avec 25 à 28 % des voix, le PC a eu une belle brochette de ministres, à des postes-clés, dont Thorez, ministre d'Etat. Un peu plus de deux ans plus tard, il se faisait pourtant chasser du gouvernement par les socialistes. Déjà eux !

En 1981, dans un tout autre contexte, et avec un poids électoral et militant moindre, l'heure de gloire, une nouvelle fois, rimait avec heure de déboires. Le Parti Communiste n'avait plus les 20 % de voix qu'il faisait en 1978-79. Il était descendu à 15-16 %. Mais après trois ans de pouvoir à l'invitation des socialistes, c'était 11,28 % des voix que faisait le PC, et, en 1986, même pas 10 %.

Et c'était inévitable. A encourager et renforcer les illusions dans un gouvernement de gauche qui aurait apporté le bonheur aux travailleurs, on trouve toujours plus illusionniste et plus démagogique. Car c'est plus facile de faire croire au bulletin de vote ou au billet de tiercé qu'à la lutte et à la grève, du moins dans un pays encore riche comme la France.

Et aujourd'hui, il faudrait attendre quel score, selon Marchais ? 40 % ? Ou, pourquoi pas, 50 % ? Ou 51 %, la majorité de blocage, pour être sûr ? Mais un tel score est-il raisonnablement envisageable dans un pays où la petite-bourgeoisie, social-démocrate quand elle n'est pas franchement réactionnaire, représente le gros des électeurs ? Et si le PC arrivait à une majorité, la bourgeoisie le prendrait-elle vraiment dans son gouvernement ? L'exemple du PC italien est concluant à sa façon. Il dépasse les 30 % des voix et le socialiste Bettino Craxi, qui n'a pourtant qu'un tout petit parti, gouverne sans vouloir avec lui les communistes !

Alors non, il serait temps que les militants les plus conscients du Parti Communiste ouvrent vraiment les yeux. Le parti ne représente plus désormais que 10 % de l'électorat ? Mais son influence réelle a-t-elle baissé d'autant ? Il a perdu des voix, mais ça sert à quoi, des voix, si ce n'est à porter des socialistes au gouvernement, qui, au mieux, vous y invitent ensuite pour vous déconsidérer !

Ce qui fait la force du Parti Communiste, ce ne sont certainement pas ses scores électoraux. La force du Parti Communiste, c'est d'avoir la réputation, dans la classe ouvrière, d'être le parti des luttes, le parti des grèves, et même le parti de la révolution. Ses dirigeants ne la veulent pas, certes, depuis bien longtemps, mais un certain passé, et certaines traditions veulent qu'ils continuent à en parler. Et du coup, certains y sont vraiment attachés. Du coup, cela n'a pas le même sens, quand on est ouvrier, d'être au Parti Communiste ou au Parti Socialiste.

Et le Parti Communiste, à sa façon, représente encore et aussi la force de la classe ouvrière en lutte. Une force que la classe ouvrière n'a pas perdue, cette force qui seule a compté dans le passé pour réduire à 8 heures la journée de travail, ou pour changer tout ce qui l'a été vraiment dans le niveau de vie et la dignité. Et pour l'avenir, c'est cette force, et elle seule, qui pourrait faire rendre gorge au patronat, lui faire abandonner tous ses plans de licenciements et le blocage des salaires.

Reste donc la voie de la lutte, de la lutte seule, c'est-à-dire à terme de la révolution. Il ne faudrait évidemment pas confondre les propos de Marchais avec cette voie-là. Il ne faudrait pas le croire devenu révolutionnaire parce qu'il est seulement plus muet ou circonspect sur les perspectives réformistes bouchées. Evidemment, aujourd'hui où le Parti Socialiste fait 32% des voix, où les Jospin ou Fabius se paient le luxe d'ignorer superbement le PC, sauf pour comptabiliser comme acquises ses voix à un éventuel second tour électoral, Marchais ne peut pas évoquer précisément un quelconque accord avec une autre force politique. Mais lui qui dénonce les socialistes, avec qui envisagera-t-il l'alliance demain, le moment venu ou pas ? Marchais n'a pas d'avenir, mais les militants ouvriers communistes combatifs en ont. Beaucoup d'entre eux sont partisans des luttes. Leur nombre et leur expérience les mettent d'ailleurs en meilleure situation que les militants d'extrême-gauche pour y jouer un rôle (positif ou négatif). Mais rares sont ceux qui envisagent les luttes autrement que comme un moyen de pression sur les patrons, mais surtout comme un moyen de regagner du crédit dans la classe ouvrière, et donc des voix pour le PC pour ensuite être en meilleure position pour participer à un gouvernement. Parce que seul un gouvernement changerait les choses ? Mais quel gouvernement ? Là est tout le problème. Un gouvernement avec d'autres ministres bourgeois, dont des socialistes ? Ou un gouvernement tout différent, un gouvernement des travailleurs qui, lui, s'installerait à la faveur d'une lutte d'ensemble de la classe ouvrière, et en serait l'expression ?

Pour la plupart des travailleurs, c'est probablement un rêve, une douce utopie gauchiste d'envisager un changement jusqu'au bout par la lutte, et elle seule. Mais espérons qu'ils partageront un jour ce rêve plus réaliste au bout du compte, et plus enthousiasmant, que les cauchemars que leur ont valus les illusions réformistes de ces dernières années.

Un jour, l'heure des grandes luttes sonnera. Simplement en regardant du côté de la Belgique, on voit que ça peut arriver. Et quand la classe ouvrière se battra, et se battra vraiment ; quand elle fichera vraiment la trouille aux patrons, les révolutionnaires deviendront le plus grand nombre.

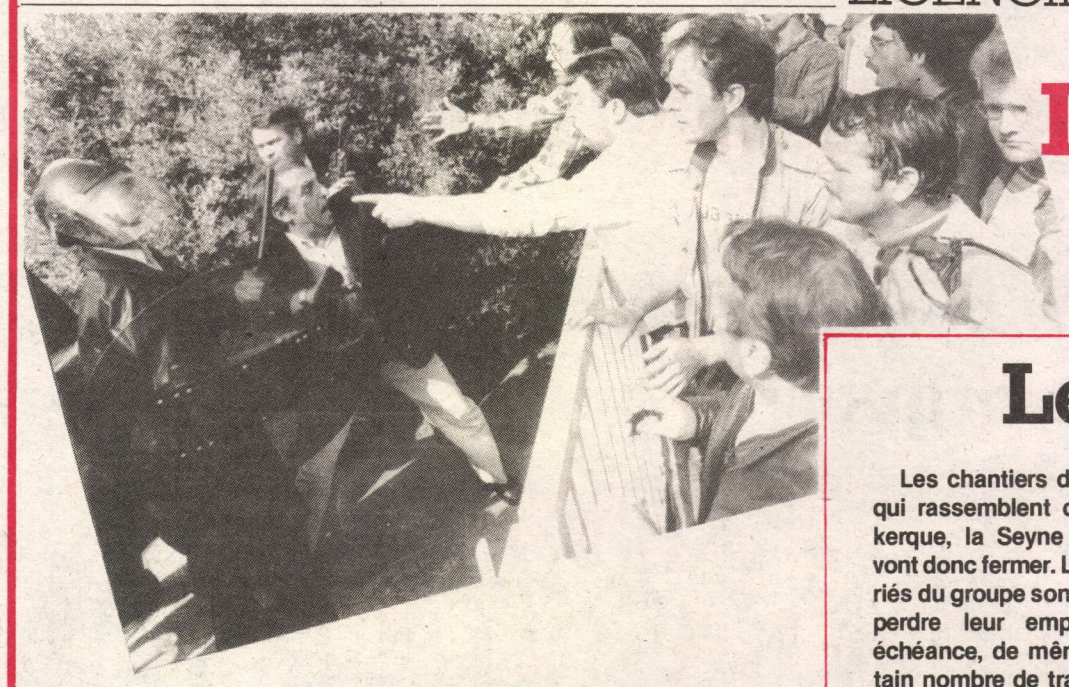
Le choix est certes douloureux, pour les militants combatifs du PC, entre une alliance avec une grande force socialiste pour... se faire au mieux piéger au gouvernement, et des efforts militants difficiles, dans les entreprises, aux côtés des militants ouvriers d'extrême-gauche, certes peu nombreux pour le moment.

Mais il faut choisir... ou plus exactement, il n'y a pas le choix !

Michèle VERDIER

LICENCIEMENTS DANS TOUS LES SECTEURS, T

LES TRAVAILLEURS P
PAR LA LUTT



NORMED (Dunkerque)

"Ce n'est pas 20 bâtons qu'il nous faut, c'est du travail"

Depuis vendredi dernier, les travailleurs des Chantiers navals à Dunkerque sont en vacances, mais jusqu'à ce jour ça a été la mobilisation pour dire non au dépôt de bilan de la société.

Tous les jours, assemblées générales et manifestations en ville ont rassemblé des centaines de travailleurs.

L'annonce du plan Madelin, qui prévoit 20 millions pour chaque travailleur licencié ou 2 ans de congés-conversion, est loin de satisfaire. Ici ce que beaucoup voudraient, c'est que le Chantier continue à tourner et comme disait un ouvrier : *"Ce n'est pas 20 bâtons qu'il nous faut, c'est du travail" !*

Car on voit mal, dans une ville où le taux de chômage dépasse les 15 % et où des milliers d'emplois sont menacés à court terme dans la Chimie, la Sidérurgie et au port, comment on peut faire pour se reconvertir et trouver un autre emploi.

Les travailleurs ne sont pas dupes, que la *"deuxième chance de départ dans la vie"* dont parle Madelin, est bidon.

Aujourd'hui, il serait question d'un rachat du Chantier par un "consortium international", c'est ce que le sénateur-maire RPR de Dunkerque promet, sans vouloir pour l'instant dévoiler ni le nom, ni les conditions dans lesquelles ce rachat se ferait.

A la sortie de l'entrevue que les travailleurs ont eue avec lui, tout le monde est resté sceptique et sur ses gardes, pensant de toute façon qu'il y aurait de nouveaux licenciements.

Au mois d'août, les travailleurs de la Navale seront de retour, et il n'est pas dit que le plan Madelin, ou ce fameux rachat, soient acceptés aussi facilement.

Les travailleurs de la Navale n'ont pas dit leur dernier mot et Madelin comme le gouvernement pourraient bien avoir du fil à retordre.

Correspondant LO

Assemblée des travailleurs de la Normed de Dunkerque.

Le prix de leur trouille

Les chantiers de la Normed, qui rassemblent ceux de Dunkerque, la Seyne et la Ciotat, vont donc fermer. Les 6.860 salariés du groupe sont menacés de perdre leur emploi à brève échéance, de même qu'un certain nombre de travailleurs des entreprises de sous-traitance qui travaillaient pour les chantiers.

Et ce n'est pas tout.

Dans la région lyonnaise et à Limoges, Renault-Véhicules-Industriels vient d'annoncer 2.624 suppressions d'emplois. Citroën a annoncé une nouvelle charrette de licenciements. La Régie Renault aussi...

Oui, cela continue, de pire en pire. Le gouvernement et le patronat attaquent la classe ouvrière. Ils n'hésitent même plus aujourd'hui à s'en prendre à ses gros bastions.

On jette le désarroi, le désespoir dans d'innombrables familles ouvrières, et dans le même temps, pour les riches, c'est l'amnistie fiscale, l'anonymat sur les lingots d'or, les exonérations de charges sociales...

L'économie va mal, nous dit-on, c'est pour cela qu'on met les ouvriers sur le pavé. Mais les riches, eux, se portent bien. Très bien. Ils font seulement des profits ailleurs que dans la production. Ils jouent en Bourse. Ils spéculent sur le dollar, sur l'or, les actions. Tout cela ne produit rien, mais ça rapporte. Ça ne fait travailler personne. Mais ça engraisse quand même les porteurs de capitaux.

D'un autre côté, le gouvernement est inquiet. Il a peur. Il a même carrément la trouille. La preuve ? C'est qu'avec la fermeture de la Normed, il annonce un "plan social" où il lâche 20 millions anciens d'indemnités de "reconversion" par licencié. Oh, ce n'est pas ce pécule qui va assurer un avenir véritable à chaque licencié. Comme l'a dit Henri Krasucki *"tout le monde ne peut pas devenir patron de bistrot"* et n'en a d'ailleurs pas forcément envie ! Mais ce qui est clair, par contre, c'est que le gouvernement est prêt à payer le prix pour essayer de désamorcer l'explosion sociale.

Car c'est cette explosion sociale qu'il craint, et pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il craint que des remous sociaux, des grèves, entraînent l'effondrement de la Bourse. Car les valeurs en Bourse sont devenues de pures fictions, en France comme partout dans le monde. Les valeurs continuent de monter alors que la production se restreint. Tout ne tient que sur la confiance des bourgeois, et elle ne tient qu'à un fil, cette confiance ! Les spéculateurs sont devenus nerveux. Ils vendent sur un mot de travers d'un ministre, ou sur la moindre rumeur. Alors, si l'apparente résignation actuelle des travailleurs laissait la place à un réveil de la combativité, qu'est-ce que ce serait ! C'est tout juste s'ils ne regretteraient pas Mitterrand, doit se dire Chirac...

Le fait est que le gouvernement a d'abord peur de la peur des bourgeois, de ceux-là même devant lesquels il est si faible.

Ensuite, le gouvernement de droite lui-même a peur des réactions de la classe ouvrière. Il a même plus peur de la classe ouvrière que la gauche, elle qui fait profession de la tromper. Car il sait que s'il avait à affronter la classe ouvrière, il n'y aurait cette fois plus aucun barrage politique ni moral qui tiendrait. C'est pourquoi il veut aujoud'hui désamorcer les réactions des travailleurs.

Et c'est bien cela qu'il importe de savoir. Si la gauche trompe les travailleurs, la droite les craint. La faiblesse des travailleurs, c'est de ne pas avoir conscience de cette crainte qu'ils inspirent à ceux qui les exploitent, à ceux qui les attaquent.

Oui, nous avons les moyens de faire reculer le patronat et le gouvernement. Il faut les faire reculer. Des milliers d'autres licenciements se préparent, dans tous les secteurs, toutes les régions, toutes les professions, à toutes les qualifications.

Si nous voulons nous défendre tous, il faut nous défendre tous ensemble. Et de la façon qui leur fait le plus mal. Par la lutte sociale. La seule qui puisse nous rendre forts.

(Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 30 juin 1986).

A la raffinerie de Normandie, la vapeur monte

A Total-France, à Gonfreville-l'Orcher (près du Havre) la Raffinerie regroupe 1.300 personnes et le Centre de recherches 400 personnes. Les restructurations vont bon train depuis plusieurs années déjà (regroupement de salles de contrôle, automatisation du contrôle de production...) s'accompagnant de suppressions de postes, de passages de 3 x 8 en 2 x 8, et la diminution des équipes. En 5 ans, les effectifs de la Raffinerie ont baissé de 500. Le gros des départs s'était effectué par des mises en pré-retraite, des mutations à l'intérieur du groupe Total. Tous ces départs se sont faits au volontariat, non sans quelques pressions. Et pour tout le reste du personnel, c'était la grande valse de poste en poste à l'intérieur de l'usine.

Depuis quelques temps, l'étau se resserre. Ainsi, fin mai, la direction annonçait un nouveau projet de restructuration pour 1987. Le sureffectif annoncé cette fois-ci est de 200 personnes en Raffinerie et 100 au CDR. Ce plan de réorganisation concernait entre autres le service incendie avec une diminution de l'équipe d'intervention-incendie de 7 à 3 pompiers par équipe. Ce projet a particulièrement choqué, car tout le monde ici se sent concerné par les atteintes à la sécurité, et les incendies de ces dernières années qui ont coûté la vie à trois travailleurs sont encore à l'esprit. Les pompiers ont donc aussitôt réagi en rédigeant une motion portée en réunion de CE le 26 mai. Le bâtiment de la direction avait été entouré des véhicules incendies, lances orientées vers le bureau du directeur !

La montée du mécontentement s'est traduite par un débrayage de 2 h à l'entrée de la Raffinerie le 6 juin. A 500 (dont un petit groupe du CDR), nous nous sommes rendus jusqu'au bâtiment de la direction. On n'avait pas vu cela depuis longtemps. La CGT en avait fait une mobilisation pour la "satisfaction de nos revendications", mais ce qui préoccupait vraiment les travailleurs, c'était le problème de la sécurité et des restructurations annoncées.

Le 20 juin, du côté CDR, les choses se précisaient et le directeur annonçait poste par poste tout ce qu'il veut supprimer. Jusqu'alors les départs n'étaient pas trop mal pris. Mais là, les modalités de départ sont encore inconnues. Certains veulent attendre, mais beaucoup commencent à s'inquiéter pensant qu'il ne faut pas accepter cela sans rien dire. Le 26 juin, une centaine de personnes du CDR a rejoint une nouvelle manifestation à la Raffinerie, cette fois-ci moins nombreuse. Mais au CDR, la participation au débrayage, bien plus importante que d'habitude, a été perçue comme un succès.

Alors, ce ne sont sans doute que les premières réactions car l'application des restructurations va s'étaler sur plusieurs mois. Mais une partie du personnel commence à en avoir assez de toutes les manœuvres de la direction. Une direction qui, côté pub, ne lésine pas sur les moyens : discours au personnel, films publicitaires, articles dans la presse pour souligner le dynamisme d'un groupe qui compte sur la coopération du personnel... De grands panneaux dans toute la Raffinerie proclament *"On gagne"*. Oui, c'est vrai, ils gagnent beaucoup sur notre dos. Mais peut-être finirons-nous par leur ôter l'envie de crier victoire.

Correspondant LO

UTES LES RÉGIONS TOUTES LES PROFESSIONS :

EUVENT SE DÉFENDRE TOUS ENSEMBLE,
SOCIALE

Manifestation à Lyon, le 24 juin, contre les licenciements.

RENAULT-VÉHICULES INDUSTRIELS

Amélioration de la compétitivité = licenciements

La direction de RVI a présenté au Comité Central d'Entreprise son "plan d'amélioration de la compétitivité". En réalité, c'est un plan qui vise à supprimer encore 2624 emplois.

Depuis 1979, les plans ont changé de nom, mais ils se sont traduits chaque fois par des réductions d'effectifs si bien que, de 1976 à 1987, le nombre de travailleurs aura été réduit de moitié, passant de 38400 à 19000. Au début, il y a eu pas mal de volontaires au départ, mais aujourd'hui la direction a de plus en plus de mal à en trouver, et les pressions se font de plus en plus fortes pour pousser des travailleurs dehors, la maîtrise fait peser la menace de licenciement pour un oui, pour un non.

Ainsi, un ouvrier de la peinture a reçu une lettre "en vue de licenciement" parce qu'il est rentré dans la porte d'un four avec son chariot. Un autre a eu une "mise en garde" parce qu'il a manqué une pièce, et un autre parce qu'il est trop souvent malade. La semaine dernière encore, deux ouvriers du "montage cars" ont eu une "mise en garde" parce qu'ils avaient pris un peu d'avance dans leur travail et en profitaient pour lire le journal. Et d'autres ouvriers étaient menacés d'un avertissement parce qu'ils se lançaient des verres d'eau un jour de canicule !

A chaque incident de ce genre, il y a des réactions : débrayage, délégation auprès du chef, qui souvent revient sur la sanction ou l'atténue. Mais chacun se sent en permanence menacé pour la moindre broutille.

Dans le nouveau plan de la direction, applicable fin 1986 et en 1987, les mesures des plans précédents sont reconduites : départs en pré-retraite à 55 ans, convention avec l'ONI pour les travailleurs immigrés, "aides à la reconversion" avec une prime de 50 000 F et congés de conversion. Cependant, s'il n'y a pas assez de volontaires, la direction prévoit qu'il y aura des licenciements, en tenant compte d'abord des "qualités professionnelles", puis des charges de famille, et enfin de l'ancienneté.

C'est ce qui inquiète le plus, car cette fois-ci la direction va annoncer, dans les réunions de Comités d'Entreprise par usine, des sureffectifs par atelier ou par service. On sait déjà qu'à la Fonderie il y aurait par exemple 258 travailleurs en trop. Dans les secteurs concernés, les pressions seront encore plus fortes pour pousser à partir.

D'ici fin 1987, la direction va aussi finir de restructurer et regrouper toutes les fabrications qui se font encore dans deux usines différentes. Il y aura des transferts de fabrications entre Vénissieux et Blainville, entre Blainville et Bourg, entre Limoges et Vénissieux, et Monplaisir et Limoges, entre Blainville et Saint-Priest etc. Le but, c'est bien sûr de rationaliser en supprimant du personnel. L'usine de Lyon-Monplaisir va complètement fermer et les ouvriers mutés à Vénissieux ou poussés à partir. Là en plus, la direction va pouvoir réaliser une juteuse opération immobilière en vendant les terrains. Opération donc doublement rentable.

La direction prétend que toutes ces mesures vont lui permettre d'atteindre l'équilibre d'exploitation d'ici fin 1988. Les suppressions d'effectifs précédentes lui avaient permis de faire passer ses pertes de 2,99 milliards de francs en 1984 à 1,54 milliard en 1985. Mais ces prétendues pertes ne sont pas perdues pour tout le monde et, en 1986, RVI aura versé aux banques une somme de 3,6 millions de centimes par salarié. La CGT accuse la direction de mauvaise gestion et dit avoir sa solution : *"Reconquérir le marché national du poids lourd"*, au besoin en prenant des mesures protectionnistes. Mais en fait, RVI veut arriver à faire encore plus de bénéfices, même en produisant moins de camions, en licenciant et faisant travailler davantage ceux qui restent.

La direction veut encore augmenter la productivité de 5 % par an, soi-disant pour rattraper celle de ses concurrents, Mercedes et Iveco (Fiat) en particulier. Et en même temps qu'elle licencie, elle multiplie les heures supplémentaires le samedi. Quant aux salaires, ils n'ont augmenté que de 1 % en 18 mois.

Besse se flattait que la vocation de Renault, ce soit de gagner de l'argent. Et la vocation de la classe ouvrière ? Reste à lui prouver ce que c'est.

Correspondant LO

Le "déficit" de la Sécurité sociale est de retour :

devinez qui va payer...

Le gouvernement vient de décider, face au déficit prévisible de la Sécurité sociale en 1986 en 1987 (le *"besoin de financement"* pour ces deux années serait de 30 milliards de francs) des mesures qui brillent par leur originalité : les cotisations de l'assurance-vieillesse seront augmentées de 0,7% (il s'agit d'une cotisation "plafonnée", c'est-à-dire que les plus gros salaires, ceux des cadres, seront moins touchés que les autres), et le prélèvement obligatoire "de solidarité" (le fameux 1% des revenus imposables supprimé par la gauche juste avant les élections de mars dernier) est rétabli à concurrence de 0,4%. L'ensemble de ces mesures devrait apporter 20,1 milliards de francs à la Sécurité sociale d'ici fin 1987.

Il paraît que les mesures annoncées sont modérées : en tout cas, mise à part la CGT, les syndicats se montrent soulagés, quand ce n'est pas franchement satisfaits comme la CGC. Il faut dire que le gouvernement leur a promis plus de concertation et une plus grande autonomie dans la gestion des caisses...

D'où vient le déficit ? A entendre le gouvernement, outre les inévitables références à l'"héritage" socialiste, ce qui apparaît le plus est le déficit du régime général, c'est-à-dire le régime des salariés de l'industrie et du commerce, celui qui protège 80% de la population française. Ce n'est pas dit explicitement mais sous-entendu dans cette façon de présenter les comptes : par solidarité, les citoyens vont donc voler au secours des travailleurs salariés.

Alors, il y a tout de même quelques faits qu'il est bon de savoir.

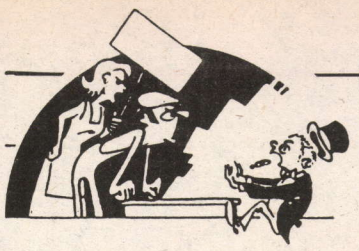
Depuis 1974, les transferts entre les différents régimes de la Sécurité sociale (régime général, régimes des exploitants agricoles, régimes des artisans, salariés de la SNCF, des mines, etc.) sont autorisés. Ce qui, en soi, n'a rien d'aberrant, car c'est une expression de la solidarité entre les différentes catégories de travailleurs. Mais le fameux déficit du régime général apparaît après ces transferts. Et le régime général a versé, entre 1981 et 1983 par exemple, plus de 10 fois plus qu'il n'a reçu... Et il ne s'agit pas de petits montants : le régime général a, d'après les chiffres de FO (principal gestionnaire de la Sécurité sociale), versé ainsi 36,8 milliards en 1982, 39,4 en 1983, 47,7 en 1984 et 51 milliards en 1985 ! Ce qui n'est, encore une fois, que normal, le régime général étant, et de loin, le plus gros de tous les régimes de la Sécurité sociale. Mais, puisqu'il est question de solidarité, on voit que ce sont les travailleurs salariés qui se montrent solidaires des autres catégories de travailleurs.

Plus grave est ce que les syndicats appellent les "charges indues", c'est-à-dire les dépenses que le gouvernement impose au régime général et qui, normalement, devraient dépendre de son budget (allocation de rentrée scolaire, allocation-logement, etc.). Selon les chiffres de FO, elles se sont élevées, pour le régime général, à 31,6 milliards en 1982, 23 milliards en 1983, 28,9 en 1984, 29,3 en 1985. Si l'Etat payait lui-même ce qu'il doit normalement payer (et il faudrait encore inclure les dépenses de fonctionnement hospitalier, couvertes pour l'essentiel par la Sécurité sociale), il n'y aurait pas de déficit.

Enfin, la direction de l'URSSAF, l'organisme de la Sécurité sociale chargé de recouvrir les cotisations patronales, passe régulièrement l'éponge sur 3 à 4% de ses recettes, soit une ardoise patronale effacée qui se situe entre 18,8 et 25 milliards de francs ! Outre des entreprises en faillite, on trouve aussi, parmi les bénéficiaires de cette "amnistie", de grosses entreprises.

Comme on le voit, pour récupérer les 30 milliards dont la Sécurité sociale a besoin d'ici fin 1987, le gouvernement disposait de pas mal de moyens assez naturels comme payer lui-même ses dépenses, et faire payer leurs dettes aux patrons.

Mais, comme le gouvernement socialiste l'avait fait avant lui, il a choisi de faire payer les travailleurs. Ce qui est tout simplement du vol.



Progression de la CGT aux élections professionnelles

☐ Chez MICHELIN (Clermont-Ferrand)

Depuis 1978, la CFDT est majoritaire dans l'usine. Elle le reste. Mais la CGT a repris la première place en ateliers (collège A) avec 3 916 voix (42,8 %) et 28 élus, contre 3 131 voix pour la CFDT et 22 élus (26 en 1985).

Dans ces élections de délégués du personnel des 5 et 19 juin derniers, la CGT a progressé de 4,4 % et un siège, malgré 300 votants de moins qu'en 1985. C'est dans les ateliers que la CGT a gagné le plus de terrain, dans les services de production (à "O" : confection de la gomme; à "D" : rechappage; à "Y" : pneus pour vélos et motos) là où des professionnels ont été mutés sur des postes d'OS.

Mais en collège B (techniciens, maîtrise, cadres) soit 5 700 personnes, l'intérêt pour les élections syndicales est traditionnellement faible. Il a fallu encore cette année un deuxième tour, 3 salariés sur 4 ne votant pas (1 504 votants sur 5 725 inscrits). La CFDT reste majoritaire dans ce collège B sur l'ensemble des usines clermontoises — y compris à l'usine de Ladoux (2 500 salariés : labos et pistes d'essai). Les militants CGT, eux, sont réjouis de leur progression en ateliers attribuant leur remontée à leur langage "lutte de classe" de ces derniers mois.

Elections délégués du personnel Michelin - Clermont-Ferrand

	Inscrits	Votants	Nuls	Exprimés	CGT voix	CGT %	CFDT voix	CFDT %	FO voix	FO %	CFTC voix	CFTC %
Collège A (ouvriers, employés)												
1985	14 142	8 768	390	8 378	3 680	43,9	3 453	41,2	857	10,2	388	4,6
1986	13 178	8 518	416	8 102	3 916	48,3	3 131	38,6	763	9,4	292	3,6
Collège B (tech., maîtrise, cadres)												
1985	6 020	1 369	155	1 214	116	9,5	784	65,5	314	25,8	—	—
1986	5 725	1 504	151	1 353	135	9,9	890	65,7	328	24,2	—	—

☐ Chez CITROËN

Les élections professionnelles de délégués du personnel viennent d'avoir lieu chez Citroën. Partout, à Caen, Asnières, Saint-Ouen et à Aulnay, la CGT progresse.

A Caen, la CGT a progressé de 3 %. A Asnières sur un collège ouvrier de 1 200 inscrits, la CGT a 360 voix, c'est-à-dire 36,4 % des exprimés (soit une progression de 6,2 %). A Saint-Ouen, sur un collège de 800 ouvriers, la CGT fait 210 voix, soit 31,5 % des exprimés, c'est-à-dire une progression de 8,3 %, tandis que la CFDT progresse de 1 %.

Cette progression partout se fait au détriment du syndicat ouvertement patronal, la CSL.

Il en est de même à Aulnay où la participation a été très forte. Alors qu'après les départs il ne reste plus que 4 570 inscrits en 1986 au lieu de 5 160, soit 600 travailleurs de moins qu'en 1985, une centaine d'ouvriers de plus ont voté!... La CGT obtient 47,17 % des voix contre 37,7 % à la CSL alors qu'elle n'en avait que 42,8 % l'an passé, contre 39,4 % à la CSL. L'écart entre la CGT et la CSL passe de 3,4 % à 9,47 %. La CGT a cette année 12 délégués, la CSL : 9, FO : 1, la CFTC : 1 et la CFDT avec 5,4 % des voix n'a plus qu'un siège. Cette progression permet à la CGT de retrouver ses voix de 1984.

A Aulnay, les travailleurs sont contents et les chefs font grise mine, d'autant que la direction n'a pas arrêté les chaînes pour le vote et que les travailleurs ont trouvé des remplaçants.

Les travailleurs ont tenu dans une certaine mesure à montrer leur grogne. La rallonge est bloquée cette année et il n'y en a toujours pas de prévue en 1986. Il y a des plans de suppression d'emplois tous azimuts, un nouveau plan est en cours.

A l'usine de Saint-Ouen, un certain nombre d'électeurs habituels de la CSL ont préféré ne pas aller voter cette année. Et puis, il y a le ras-le-bol des mesures du gouvernement, alors ces élections marquent d'une certaine façon l'approbation que la CGT soit de nouveau dans l'opposition. La CGT retrouve d'ailleurs, grosso modo, les scores qu'elle faisait en 1983-1984, avant les licenciements chez Talbot et Citroën où elle avait plus ou moins ouvertement cautionné la politique des patrons et du gouvernement.

Correspondant LO

CHAUSSON (CREIL)

Elections: les manœuvres de la direction en échec

Les élections de délégués au Comité d'établissement et délégués du personnel viennent d'avoir lieu à l'usine Chausson de Creil.

Les élections ont été organisées alors que la direction ainsi que les syndicats FO, CFDT et CGC ont tout fait pour les empêcher. Cette année, nouveauté, un nouveau syndicat était présent, le Syndicat Démocratique Chausson.

Ce syndicat a été créé il y a deux mois, à la mi-avril, à l'initiative de la très grande majorité de la section CFDT de Chausson-Creil (entre autres : 8 élus du personnel sur 9). Cela faisait suite à des années de guérilla continue des permanents CFDT et de leurs correspondants régionaux qui se voyaient reprocher par la direction du groupe Chausson d'admettre en leur sein une section CFDT animée, entre autres, par des militants de Lutte Ouvrière. La direction avait demandé directement à certains responsables de faire le ménage. Il faut dire que la grève de 1982 chez Chausson à Creil avait été violente. Seuls les dirigeants de la section CFDT s'étaient retrouvés face à la direction qui, alors, avait eu le soutien de tous les autres syndicats, pour s'opposer aux grévistes qui occupaient l'usine.

A la CFDT, l'épilogue de cette lutte avait été la "mise en tutelle" de toute la section CFDT-Chausson qui se voyait interdire toute prise de position (on avait voulu exclure son secrétaire, pour entre autres, les prises de position anti-flexibilité de la section), ainsi que toute sortie de tracts. Avec la caution des secrétaires de la Fédération de la Métallurgie, les délégués syndicaux étaient changés sans même en aviser la section.

C'est dans ce contexte, alors que les contacts avec la CGT apparaissaient pour le moins bouchés, que le syndicat fut créé pour ne pas plier devant l'arbitraire et maintenir un syndicalisme vivant et combatif à l'usine.

Très vite, plus de 200 travailleurs ont adhéré au nouveau syndicat et les délégués furent désignés. Mais la direction attaqua la nomination des délégués au Comité d'Hygiène (CHS-CT), où 9 délégués du SDC avaient été désignés avec l'appui de la CGT (avant la création du syndicat). La direction perdit ce procès et se vit condamner à 1.200 F de dommages-intérêts. Ce sur quoi la direction fit un nouveau procès contre la représentativité du SDC où elle rallia tous les syndicats. Ce nouveau procès fut perdu et le SDC fut reconnu représentatif.

Enfin, la direction essaya de retarder les élections de 6 mois. Mais là, la CGT et la CFTC refusèrent de lui emboîter le pas et la demande introduite au tribunal par la CGC et FO (qui demandaient, en passant, 2.000 F au SDC) fut rejetée et le tribunal d'instance confirma que les élections devaient avoir lieu. Après l'avis similaire et impératif de l'inspection du travail, la direction se décida d'organiser celles-ci.

Les syndicats FO et CGC formaient, avec le soutien de la CFTC, ce qu'ils appelaient dans tous leurs tracts : *"Le bloc des syndicats réformistes"*, opposé aux syndicats *"politisés"*, *"communistes"*, *"révolutionnaires"* ou *"sectaires"*.

Il fallait inclure parmi ces derniers, la CGT et le SDC (ou l'ancienne CFDT Chausson).

En un an, les effectifs de l'usine ont chuté de 450 personnes dans le collège ouvrier (sur un effectif de 3.350 personnes dans l'usine) avec les départs en FNE et surtout les retours au pays : 250 personnes (soit 20 % des travailleurs émigrés). Malgré cela, la participation a été plus forte dans le collège ouvrier : 1.770 bulletins valablement exprimés (+ 10 %) par rapport à 1985 (sur 2.886 inscrits).

Les résultats ont donné au CE : (résultats par rapport à 1984, car les élections n'ont lieu que tous les 2 ans)

SDC	CGT 86	(84)	FO 86	(84)	CFDT 86	(84)	CFTC 86	(84)
16,2 %	43,2%	(+2%)	21,8%	(-4%)	10,75%	(-12%)	8%	(-2,5%)
1 titulaire	4 tit.	(+1)	2 tit.	(idem)	1 tit.	(-1)	0 tit.	(-1)
1 suppléant	4 sup.	(+1)	2 sup.	(idem)	1 sup.	(-1)	0 sup.	(-1)

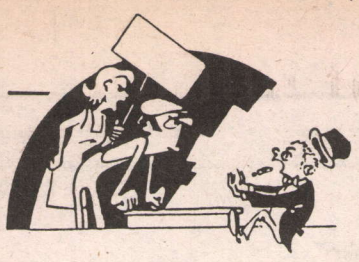
Les résultats des DP du lendemain ont vu le SDC augmenter de 2% sur la veille, il faut dire que ses militants se sont toujours prononcés contre la politique de gestion au CE qui obnubile les autres syndicats.

SDC	CGT 86	(85)	FO 86	(85)
321 voix (18,3%)	770 voix (44%)	(-1,3%)	340 voix (19,2%)	(-2%)
3 titulaires	8 titul.	(-1)	3 titul.	(-1)
3 suppléants	8 suppl.	(-1)	3 suppl.	(-1)

CFDT 86	(85)	CFTC 86	(85)
201 voix (11%)	(-14%)	107 voix (6%)	(-2,5%)
2 titulaires	(-3)	1 titulaire	(-1)
2 suppléants	(-2)	1 suppléant	(-1)

Les résultats du SDC restent modestes, mais les travailleurs dans l'usine étaient très contents. Il faut dire qu'après le harcèlement de la direction, cela a été pris comme une défaite relative pour elle. Les militants du SDC se sont vus encouragés. La réflexion la plus entendue était : *"C'est drôlement bien, pour la première fois"*. La direction et les autres syndicats, hormis la CGT, faisaient aussi grise mine. Car, somme toute, ce sont tous les syndicats, FO, CFTC, CGC et CFDT qui prônent la compréhension face à la direction dans l'usine qui perdent des voix. Seule la CGT s'en sort, elle qui tient un langage combatif. Et dans ce contexte, la relative réussite du SDC, le maintien de la CGT et le recul des autres sont réconfortants.

Correspondant LO



UN SUPERMARCHÉ, DU CÔTÉ DES CAISSIÈRES

Casino distribue... la flexibilité

La file des clients s'allonge, surtout si c'est un samedi, les chefs surveillent et râlent, et nous, nous passons, à bout de bras, des centaines d'articles au-dessus du "scanner", le lecteur optique des caisses modernes.

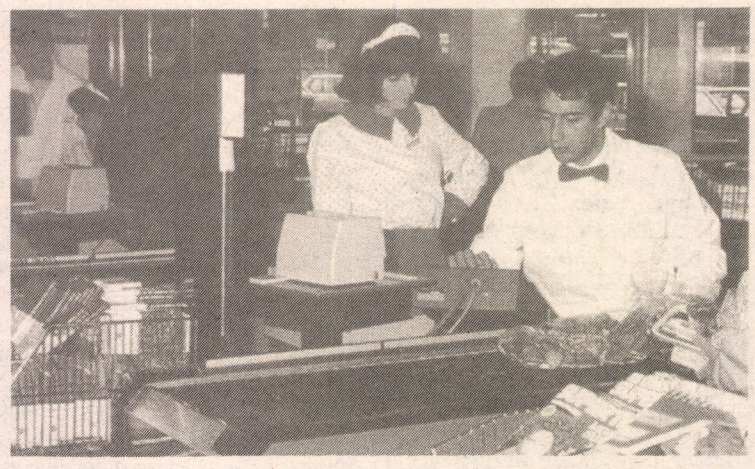
Au bout de la journée et du 300e client, on en a plein les bras et plein la tête, et peut-être, en prime, une erreur de caisse, c'est-à-dire des comptes et une engueulade supplémentaire en perspective.

Au bout du mois, on aura royalement gagné 2.900 F nets pour trente heures (salaire de débutant), autour du SMIC pour 38 heures. Voilà ce que c'est qu'être caissière à Casino, une entreprise dont certaines publicités vantent l'aspect quasi-familial, "social".

En fait, le trust Casino (supermarchés, hypermarchés, production agro-alimentaire, restaurants Quick et Hippopotamus, etc.), implanté également aux Etats-Unis, est le roi de la flexibilité.

Dans certains établissements, on fait une semaine 25 heures, une autre 35 heures; ailleurs, on est "volontaire" désigné pour les heures supplémentaires et les 30 heures deviennent vite 38 heures, les 38 heures passent à 44 heures, voire 49 heures par semaine. Et surtout, on a la "surprise" de ne connaître que le vendredi ou le samedi soir ses horaires pour la semaine suivante. Quelle importance, selon certains chefs, puisque, à Casino, il faut savoir oublier sa vie privée?

Cela n'empêche pas la direction de pratiquer le "dialogue" puisqu'elle réunit régulièrement les caissières pour, paraît-il, "améliorer les conditions de travail", c'est-à-dire trouver les moyens d'améliorer le rendement. Elle nous rappelle à cette occasion qu'il vaut mieux ne pas demander nos quarts d'heure de pause, ni compter être libre le samedi, ni même bénéficier régulièrement d'un autre jour de congé en semaine.



Enfin, elle embauche des gens pour vérifier l'honnêteté et la vigilance des caissières. C'est l'opération "caddy-test" où le pseudo-client joue au petit malin et vérifie si on découvrira bien le petit article cher dissimulé sous le sac de patates.

Voilà ce qui s'appelle une direction sociale!

Les entreprises créent des emplois... de licencieurs

La lettre de l'Expansion, quelques feuillets quotidiens expédiés à ceux qu'on appelle les "décideurs", petits patrons, petits ou grands cadres, etc., publiait cette information dans son numéro du lundi 23 juin :

"Des postes de directeurs de *fermetures d'usines,* c'est ce que créent maintenant, de plus en plus, les groupes américains qui réalisent des fusions de sociétés et doivent procéder à la fermeture de certains sites. Selon le Conference Board (un groupe d'experts en affaires), *le profil* requis pour ce poste — différent de celui d'un spécialiste de l'out-placement — nécessite des candidats ayant une *bonne connaissance de l'entreprise,* des qualités à la fois de *manager,* de *négociateur,* de *psychologue* et *d'économiste,* pour pouvoir, aux moindres coûts pour le groupe, opérer les licenciements et les reclassements, obtenir les subventions publiques ou les aides locales pour les plans de formation, *préparer psychologiquement les contremaîtres* à annoncer les licenciements, choisir les meilleures sociétés d'out-placement et régler juridiquement les contrats de licenciement..."

RATIER-FIGEAC-LOT

Des nouveaux horaires qui passent mal

Ratier est une usine de 950 salariés, la seule usine importante du Lot. Elle fait de la sous-traitance aéronautique. Depuis deux ou trois ans, la tension montait du fait des augmentations au mérite; la baisse régulière du pouvoir d'achat, des réorganisations successives de services contradictoires, des mutations incessantes. Les altercations entre ouvriers et maîtrise devenaient de plus en plus fréquentes. Le feu couvait donc depuis longtemps.

Il y a un mois, la direction annonçait une nouvelle réorganisation, avec de nouveaux horaires, et elle a cru jouer finement en divisant le personnel. D'un côté, elle mettait en place la journée continue pour la normale, et de l'autre, elle imposait des horaires très contraignants aux équipes. Les travailleurs en normale (environ 500 à l'atelier) voyaient ainsi satisfaite une très vieille revendication, alors que les travailleurs en équipe (deux équipes de 80 ouvriers) devraient faire une semaine sur deux l'horaire 16 heures 24 heures, ce qu'ils refusaient unanimement.

A l'annonce des nouveaux horaires, les équipes ont débrayé continuellement deux ou trois heures et, le mardi 24 juin, la direction a reçu l'intersyndicale, annonçant sa réponse pour le vendredi 27. Aussitôt, la grève totale était décidée.

Lundi et mardi après-midi, toute l'usine était sur la place devant la sous-préfecture, et l'ambiance était chaude. Mardi après-midi, une délégation a été reçue par le maire de Figeac. Rien n'en sortait, et la situation restait bloquée.

MONTUPET (Nogent-sur-Oise)

La direction voudrait en prendre à son aise avec nos salaires

Montupet est une fonderie de sous-traitance en culasses et en collecteurs. Le principal client est Ford, puis viennent Saab, Sofim, Renault, Citroën, Peugeot. Nous sommes environ 550 ouvriers embauchés définitivement, plus environ 70 à être sous contrat et une bonne trentaine d'intérimaires.

Dans cette usine, la direction se croit tout permis. Les conditions de travail sont dures : la chaleur y est étouffante, la température élevée et il n'y a pas d'aération. Plusieurs personnes se sont évanouies au travail, mais la direction se refuse à accorder des temps de pause, ainsi que des boissons gratuites. Elle joue aussi allégrement avec les heures de travail. Les semaines sont, dans beaucoup de secteurs, de 45, 47 heures voire même de 52 heures. Le plus souvent, les chefs viennent nous demander, une heure ou même 30 minutes avant la fin de poste, de rester plus longtemps au travail. Et il est courant d'être averti le vendredi qu'il faut venir à l'usine le samedi.

Question salaires, la direction agit avec la même désinvolture. Les feuilles de paie sont illisibles, souvent il manque de l'argent en fin de mois (payé le mois suivant dans des rubriques rattrapage ou acompte!).

Il y a quelques années, la paie était virée le 28 du mois, puis la direction s'est mise à la verser le 9 du mois suivant et maintenant on ne la reçoit plus que le 11.

Le lundi 23 juin, lors de deux réunions d'information, une pour l'équipe du matin et une autre pour le soir, nous avons appris que la direction voulait encore repousser de quelques jours le versement du salaire de juillet, de nos congés payés et de notre prime de vacances.

Bon nombre des présents aux réunions (qui rassemblèrent plus de 80 % des ouvriers), ont tenu à dire que ça commençait à bien faire, qu'il n'était pas question de faire crédit et que la paie, c'était à nous. La direction fut sérieusement accusée. Plus d'une dizaine d'ouvriers prirent la parole. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu cela.

C'est probablement pourquoi, la direction, sensible aux vents dominants, annonçait le lendemain qu'elle remettait son projet dans son tiroir.

HÔPITAL PSYCHIATRIQUE CHARLES PERRAS (Bordeaux)

Colère contre les licenciements

Le vendredi 27 juin, devaient être connus les résultats de l'examen de fin d'études des élèves infirmiers de l'hôpital. Le chef du personnel avait prévenu qu'il n'embaucherait pas "certains éléments", et une quarantaine d'entre nous, à l'appel de la CGT, s'étaient réunis et avaient décidé d'aller au Conseil d'administration, sur les lieux de la délibération.

A l'annonce des résultats — sur 18 élèves présentés, 18 sont reçus mais 15 sont embauchés et 3 sont licenciés — c'est un tollé général.

Deux médecins-chefs signent même une lettre pour appuyer les élèves licenciés. La colère est d'autant plus grande que, le jour même, un conseil de discipline délibérait sur le sort de deux autres élèves qui, aux dires des monitrices, *"ne correspondaient pas aux critères de l'école".*

En tout, cela ferait donc cinq licenciements d'élèves. D'où un appel à la grève pour le mercredi 2 juillet.

Douffiagues, ministre des Transports, sévit toujours à Orléans

"C'est cher et c'est de moins en moins bon", a déclaré Jacques Douffiagues, maire d'Orléans, à propos des repas servis dans les cantines scolaires.

Quelle franchise! Mais qui n'était qu'un préambule pour annoncer que la municipalité abandonnerait désormais le soin de nourrir les enfants des écoles à une société privée.

Derrière le débat "jambon-purée privé", ou "jambon-purée public", c'est le plat des augmentations de tarifs que prépare le maire.

sélection télé

Samedi 5 juillet

13 h 30. A2 — Marco Polo. Les aventures du marchand vénitien parti à la découverte de la Chine, un téléfilm en neuf épisodes.

20 h 35. A2 — A fleur de cœur est consacré à Daniel Balavoine.

22 h 30. TF1 — Droit de Réponse. C'est finalement cette semaine que Michel Polac présente quelques extraits de ses émissions de l'année écoulée, les dossiers Doumeng et Hersant notamment. **Revoir Coluche** sera diffusé le 30 août.

Dimanche 6 juillet

20 h 30. TF1 — Film : **ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines,** de Ken Annakin (1964), avec Jean-Pierre Cassel et Sarah Miles. Comédie burlesque à l'âge héroïque de l'aviation en 1910.

20 h 35. FR3 — L'Afrique en Noirs et Blancs. En deux épisodes, l'histoire du Niger de 1863 à nos jours.

22 h 30. FR3 — Cinéma de Minuit : Fury, de Fritz Lang (1936), avec Spencer Tracy. Un homme accusé à tort du rapt d'un enfant, seul face à la foule qui veut le lyncher.

Lundi 7 juillet

20 h 35. FR3 — Film : **Le train,** de John Frankenheimer (1964) avec Burt Lancaster et Jeanne Moreau. Film d'action réussi : la Résistance française veut sauver des œuvres d'art pillées par l'occupant allemand.

22 h 05. TF1 — Etoiles et toiles. Spécial Greta Garbo.

23 h 15. FR3 — Les grandes batailles du passé évoque la destruction de Carthage par les Romains en 146 avant J.C., après 120 ans de guerre.

Mardi 8 juillet

20 h 35. TF1 — Deux comédies d'Anton Tchékov : **L'ours** et **La demande en mariage.**

20 h 35. A2 — Film : **Airport,** de George Seaton (1969) avec Burt Lancaster, Dean Martin et Jean Seberg. Le roman d'Arthur Hailey, adapté ici par le cinéma, a pour arrière-fond la vie des grands aéroports.

20 h 35. FR3 — Film : **La dernière flèche,** de Joseph Newman (1952) avec Tyrone Power. Un western pro-indien présente leur vie quotidienne.

21 h 35. TF1 — Film : **La truite,** de Joseph Losey. Une comédie sociale dans des milieux affairistes, adaptée d'un roman de Roger Vailland, avec Isabelle Huppert, Jean-Pierre Cassel et Jeanne Moreau.

22 h 25. FR3. — Les noces de Figaro. L'opéra de Mozart présenté par les opéras de Lyon, Nice et le Théâtre la Fenice de Venise avec Christine Barbaux et sous la baguette de John Eliot Gardner.

Mercredi 9 juillet

20 h 35. A2 — Le grand échiquier. Rediffusion de l'émission consacrée au ténor Luciano Pavarotti.

20 h 35. FR3. — Concert du groupe anglais antiraciste et anti-Thatcher, Les Communards.

22 h 40. FR3 — Film : **Polar,** de Jacques Bral (1984) avec Jean-François Balmer. Tiré d'un roman de Jean-Patrick Manchette. Le détective Tarpon mène l'enquête dans le monde désespéré des "perdants".

Jeudi 10 juillet

20 h 30. TF1 — Nous sommes terroristes. Deuxième épisode de ce téléfilm romanesque italien sur le terrorisme.

20 h 35. A2 — Film : **Cadet-Rousselle,** d'André Hunebelle avec François Périer et Bourvil. Aventures fantaisistes pendant la Révolution française.

20 h 35. FR3 — La vallée des poupées de Mark Robson avec Sharon Tate. Une peinture sans complaisance des milieux du spectacle dans les années 1960.

Vendredi 11 juillet

22 h 15. TF1 — Johnny Hallyday au Zénith.

22 h 30. A2 — Ciné-Club : La tendre ennemie, de Max Ophuls. Fantastique : des fantômes se mêlent d'un mariage qui ne leur convient pas...

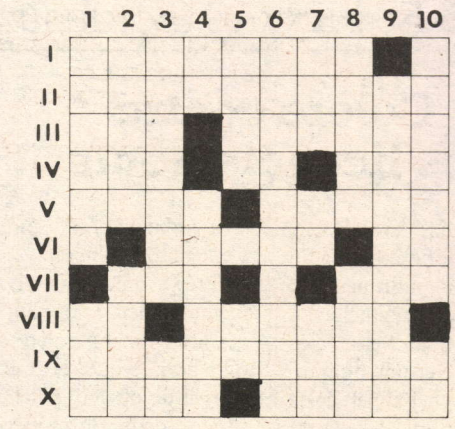
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

I. Pour mettre en tôles. II. En bloc, concerne la chirurgie. III. Sans connaissances - Bûche. IV. Doublé pour porter bonheur - En droit - L'Escaut à mi-cours. V. Mesure la puissance - Ne partit pas. VI. Fis ton choix -Métal maudit. VII. Prénom - On perd quand on l'encaisse. VIII. Marque de dédain - Faire un étai pour la galerie. IX. Défaite à plate couture. X. Filtre le sang -As l'avenir devant toi.

VERTICALEMENT :

1. Avait un cœur d'acier - Métal. 2. Mit à jour et vérifia - Champ clos. 3. Mélisse sauvage - Participe tout joyeux. 4. Phonétiquement : la veille - Garde suisse. 5. Parfum indien - Il ne fait pas bon tomber dessus. 6. Saignements d'oreille. 7. Porteur d'une charge - Préposition de qualité - Symbolisé par l'ECU. 8. Couverts de plis - Etre grand ouvert. 9. Associa aux bénéfices. 10. Rendez-vous familier - Lettres d'un sot.



SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	F	L	E	X	I	B	L	E
II	N	O	U	R	R	I	C	I	E	R
III	I	L	S	■	A	N	A	L	E	S
IV	M	I	■	T	I	G	R	E	■	E
V	I	S	O	■	L	U	I	S	E	S
VI	T	E	X	E	L	■	E	■	V	■
VII	A	M	U	S	E	■	■	C	A	O
VIII	B	E	S	S	E	M	E	R	■	R
IX	L	N	■	E	S	E	R	I	N	E
X	E	T	E	S	■	U	S	S	E	L

ALLEMAGNE

• *"La septième croix"*

d'Anna Seghers

Une description de l'Allemagne nazie par l'écrivain communiste Anna Seghers. La répression brutale, la méfiance de tous envers tous, le sentiment d'insécurité brisant les liens entre les individus, amenaient, dans ce monde hostile, chacun à se replier sur soi.

Mais sous cette chape, une étincelle ; l'étincelle de ceux qui n'ont pas renoncé, hommes et femmes de l'ancienne organisation communiste bien sûr, mais aussi gestes de solidarité, d'humanité de tous ceux qui dans la population allemande refusaient, à leur façon, la dictature.

Malgré le sujet, un livre d'espoir.

Ed. de Poche - Folio

• *"Et notre drapeau est rouge "*

d'Oskar Hippe

Les souvenirs d'un travailleur révolutionnaire allemand, qui commença à militer pendant la Première Guerre mondiale à l'âge de 16 ans dans la Ligue Spartacus de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg et qui participa ensuite, comme militant du Parti Communiste allemand, aux combats révolutionnaires des années 1919 à 1923, pour être finalement exclu comme opposant de gauche en 1929, date à laquelle il rejoignit les rangs des trotskystes.

Ce témoignage offre un tableau vivant des événements auxquels fut mêlé l'auteur et qui furent décisifs pour l'avenir de l'humanité.

Ed. La Brèche - 98 F.

• *"Tête de turc"*

de Günther Wallraff

Le reportage d'un journaliste allemand qui, pendant deux ans, s'est fait passer pour un travailleur turc. Wallraff montre comment le patronat allemand utilise ces immigrés comme main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, qu'il s'agisse de servir de cobayes aux produits des trusts pharmaceutiques, ou de subir en quelques heures, dans les centrales nucléaires, l'irradiation maximum prévue pour une année entière. Un témoignage accablant sur l'un des grands pays capitalistes.

Ed. La Découverte - 80 F.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

UNE FEMME POUR MON FILS
d'Ali Ghanem

L'histoire d'un mariage traditionnel dans l'Algérie d'aujourd'hui... Fatila ira jusqu'à la révolte ouverte. Un film nuancé et intéressant, qui dénonce la condition de la femme et aussi celle de l'homme...

Utopia Champollion 5e (VO).

PIRATES
de Roman Polanski

A la fin du 17e siècle, les aventures teintées d'humour noir d'un pirate haut en couleur et de son mousse. Du grand spectacle !

Gaumont les Halles 1er (VO), Gaité Boulevards 2e, George V 8e, Galaxie 13e, Gaumont Parnasse 14e, Les 7 Parnassiens 14e, Gaumont Convention 15e.

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Denfert 14e (VO).

SALVADOR
d'Oliver Stone

Un reporter américain, à la recherche d'un reportage-choc, enquête au Salvador. Un film-dénonciation sur la répression, la terreur, la guerre civile organisées par le régime avec l'appui des USA.

Triomphe 8 e (VO).

BRAZIL
de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de *1984,* un film délirant et percutant.

Epée de Bois 5e (VO).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN
de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Capri 2e, George V 8e, Montparnos 14e.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5e (VO).

LA VIE EST A NOUS
de Jean Renoir

Dans le cadre du centenaire de Juin 36, le Studio 43 rediffuse une copie neuve de ce film réalisé en 1936. Film de propagande du PCF à la veille des élections d'avril-mai 36, c'est un document sur la France de l'époque, telle que la voyait le PCF, de l'émeute fasciste de février 34 à la naissance du Front Populaire.

Studio 43 9e.

Des livres pour l'été

Les vacances sont toujours synonyme de repos, mais elles sont aussi le moment où l'on a envie de s'adonner à bien des activités limitées par le travail quotidien : promenades, visites, sports, séances de sieste prolongées la tête à l'ombre, les pieds au soleil.

Mais quels que soient vos goûts, vos attirances ou vos positions, vous pourrez toujours trouver le temps d'ouvrir — et de lire bien sûr — un ou plusieurs livres.

Pour vous aider à faire votre choix, nous donnons une sélection de livres, pour la plupart des romans, dont nous avons publié les critiques durant l'année écoulée et qui nous ont semblé être de bonne compagnie pour cet été.

AFRIQUE

• *"Les bouts de bois de Dieu"*

de Sembene Ousmane

Ce livre raconte l'histoire réelle de la grève des cheminots du Train Dakar-Bamako, des années 1947-1948, au temps où l'Afrique de l'Ouest était colonie française. La ligne de chemin de fer servait à transporter l'arachide vers la France, via le port de Dakar.

Ce roman montre les immenses ressources de combativité des prolétaires africains, tout en ne manifestant aucune complaisance vis-à-vis du nationalisme. C'est un des militants de la grève qui dit : *"M. le Directeur (du Dakar-Niger), vous ne représentez ni une nation, ni une race : une classe. Et nous aussi nous représentons une classe dont les intérêts sont différents de ceux de la vôtre."*

Une illustration des possibilités révolutionnaires de la classe ouvrière en Afrique.

Réédition en Press Pocket.

• *"Yakaré"*

d'Omar Dia et Renée Colin Noguès

"Yakaré" est un terme qui exprime à la fois l'effort, l'espoir et le devoir de ne jamais se décourager. Le héros du roman raconte ce que fut sa vie dans la société sénégalaise dont il dénonce les tares. Puis, ce que fut pour lui l'enfer du cargo négrier qui le conduisit en France où il vécut dans les foyers Sonacotra de la région parisienne.

Au travers des luttes des foyers en 1975-1976, il nous fait découvrir sa volonté d'amener les pauvres à prendre collectivement leur sort en main, ainsi que son désir de secouer les traditions.

Ed. Maspéro - Collection Acte et mémoire du peuple - 63 F.

• *"Ségou"*

de Maryse Condé

Ségou est une ville située au bord du Niger, dans une région qui appartient aujourd'hui au Mali.

Dans le premier tome, *Les murailles de pierre*, l'auteur retrace l'histoire de Ségou, dans la première moitié du 19e siècle, montrant les bouleversements qui accompagnèrent l'introduction de l'Islam.

Dans le second tome, *La terre en miettes,* c'est la pénétration de l'impérialisme qui est décrite. La population a maintenant affaire aux colonisateurs : aux Faidherbe, aux Gallieni, accompagnés de leurs soudards et de leurs missionnaires.

Maryse Condé, historienne d'origine antillaise a voulu *"retrouver ses racines"*, en racontant l'histoire des hommes et des femmes contemporains de ses ancêtres. De ce fait, elle prête à ses personnages ses propres sentiments.

Mais son roman apprend beaucoup sur la vie quotidienne comme sur les grands faits de l'histoire de cette région d'Afrique.

— Les murailles de pierre, *tome 1, réédité en Livre de Poche.*
— La terre en miettes, *tome 2, Ed. Robert Laffont - 92 F.*

• *"Pétales de sang"*

de Ngugi Wa Thiong'o

A travers le destin de quatre personnages, une fresque de l'évolution du Kenya depuis le passé colonial jusqu'à la fin des années 1970.

Dans ce pays, comme dans bien d'autres en Afrique, la bourgeoisie locale a rapidement pris la place des anciens colonisateurs, avec la même avidité de profits rapides et la même indifférence pour les souffrances des travailleurs, ouvriers et paysans.

Ed. Présence Africaine - 105 F.

BRÉSIL

• *"Les terres du bout du monde" et "La terre aux fruits d'or"*

de Jorge Amado

Ces deux romans de l'écrivain brésilien, proche du mouvement stalinien, Jorge Amado, sont une peinture des hommes de la région du cacao et de leurs luttes.

Le règne des grands propriétaires, les "colonels" et de leurs hommes de main, est décrit dans le premier roman. Il fait place dans le second à celui des exportateurs et des agents des trusts internationaux. Et toujours la prospérité des possédants est bâtie sur la sueur, le sang et parfois la vie des pauvres ; des paysans chassés de leurs terres, des travailleurs des plantations, des ouvriers du port.

Ed. Messidor
— Les terres du bout du monde *-99 F*
— La terre aux fruits d'Or *-125 F.*

CHINE

• *"L'épreuve"*

de Mao Dun

Le roman débute à Shanghaï en 1937, lorsque les armées japonaises avancent sur la ville et que les premiers bombardements dévastent les quartiers populaires. C'est la réaction des habitants de Shanghaï à cette "épreuve" que raconte Mao Dun. Ceux qui veulent lutter contre l'invasion japonaise se heurtent à la mauvaise volonté des responsables du Kuomintang. Dans ce livre écrit en 1949, l'auteur défend le point de vue conforme à la direction maoïste d'alors, dont toute la politique tenait en un seul mot : le patriotisme. Il fallait réaliser l'unité de tous, bourgeois, étudiants, féodaux et travailleurs, quitte à abandonner les idées du communisme.

Un roman dans lequel on trouve maints enseignements sur cette période.

Ed. Acropole - 118 F

DECOUVERTES

• *"Les chiffres ou l'histoire d'une invention"*

de Georges Ifrah

Dénombrer, comptabiliser, calculer furent dès l'aube de l'humanité des problèmes liés à l'activité pratique des hommes. C'est l'histoire de la résolution de certains de ces problèmes que raconte le mathématicien Georges Ifrah. œuvre de spécialiste, ce livre s'adresse à un très large public.

Comment comptaient nos ancêtres de la Préhistoire et des grandes civilisations, depuis Babylone jusqu'aux Mayas, en passant par les Grecs, les Egyptiens, les Romains, les Indiens et les Arabes. Comment fut mis en place progressivement, un système de notation simple et pratique. Telle est l'histoire que nous conte ce livre dont l'auteur sait faire partager sa passion pour les chiffres.

Ed. Robert Laffont - 92 F.

• *"Magellan"*

de Stefan Zweig

Magellan fut le premier navigateur européen à trouver "la route des Indes" par l'ouest, en 1520, par l'extrême sud du continent américain. Ce fut un exploit extraordinaire qui transforma l'image qu'on se faisait à l'époque du monde.

A travers l'odyssée de Magellan et de ses compagnons, l'auteur rend hommage à tous les navigateurs de cette époque qui s'élancèrent dans l'inconnu, munis de cartes approximatives sur les bateaux difficiles à manier, et il salue, en humaniste, l'homme de ce début du XVIe siècle poussé par l'idéal de la connaissance.

Ed. Grasset - 85 F.

MAI ET JUIN 36 DANS LES LIVRES

Il y a tout juste cinquante ans, au sortir d'un des plus grands mouvements de grève que connut le pays, la classe ouvrière goûtait à ses premiers congés payés acquis de haute lutte.

Certes, ce fut une possibilité pour les travailleurs d'affirmer leur droit à la vie, une autre vie que celle, quotidienne, de l'exploitation. Mais ce moment d'euphorie ne fut qu'une pause entre les espoirs qu'avaient fait naître l'immense vague de grèves de mai et juin 1936, et la course à la guerre dans laquelle le monde était engagé.

Sur cette période, nous conseillons trois ouvrages.

"JUIN 36" de Jacques Danos et Marcel Gibelin

Cette étude couvre la période 1934-1938. Entre ces deux dates, ce fut l'irruption du mouvement ouvrier et la victoire électorale du gouvernement de Front Populaire.

Mais l'objectif des auteurs n'est pas seulement de décrire les étapes de la montée ouvrière puis celle de son déclin, mais aussi d'analyser les responsabilités des organisations ouvrières traditionnelles dans l'échec du mouvement. C'est d'ailleurs là l'intérêt essentiel du livre : montrer quelle fut la politique réelle du Parti Socialiste, de la CGT et du Parti Communiste face aux grèves.

Ed. La Découverte - Texte à l'appui. 95 F.

"LES REBELLES", "LA GUEUSE", "L'EMBELLIE" de Jean-Pierre Chabrol

Ces trois romans décrivent les années 1933-1936 telles que les ont vécues les habitants d'une petite région minière des Cévennes.

L'Embellie, qui clôt la série, couvre l'année 1936. Ce roman montre ce que furent les espoirs et même les limites de cette période.

Jean-Pierre Chabrol, tout en justifiant la politique du Parti Communiste, restitue des scènes, des ambiances, des conversations avec une verve et une chaleur toutes méridionales.

Ces trois romans de Chabrol sont édités dans le Livre de Poche.

"LE FAUBOURG DES COUPS-DE-TRIQUE" d'Alain Gerber

Les années trente dans un quartier populaire de Belfort. Ce roman nous fait vivre, quelque peu, les grèves de cette époque. Mais plus que dans ces grands événement qui secouèrent alors la classe ouvrière, c'est dans la vie quotidienne de ce quartier que nous plonge le livre, avec ses personnages modestes, chaleureux, parfois originaux, qui vivent la période avec espoir pour certains, sans trop d'illusions pour d'autres.

Edité dans le Livre de Poche

INTERNATIONAL

USA

La statue creuse du Nouveau Monde et la vraie grandeur de l'Amérique

La deuxième inauguration de la statue centenaire de cuivre et d'acier qui, à l'entrée du port de New York, brandit le flambeau de la Liberté, a donné lieu à des flots d'éloquence sur la grandeur de l'Amérique. Et aussi, bien sûr, en France, à l'inévitable et dérisoire petit couplet tricolore puisque, on nous l'a assez dit et répété, c'est grâce à l'obole versée par 100 000 Français républicains désireux d'affirmer leur opposition au monarque Napoléon III que le sculpteur français Bartholdi — mais avec ce nom il devait venir d'Italie — a pu exécuter son œuvre.

Le passé, comme toujours, ne fut pas exactement ce que l'on nous en raconte aujourd'hui. Pour seize millions d'immigrants pauvres venus des quatre coins de l'Europe, ancêtres de 100 millions d'Américains d'aujourd'hui, qui sont passés au pied du monument, entassés sur des rafiots bondés, la première vision du Nouveau Monde était sans doute pleine d'espoir. Et les premiers mots entendus, ceux des policiers chargés d'écarter les anarchistes et les malades, la première désillusion.

Mais c'est vrai, l'Amérique d'alors ne rejetait pas les boat-people comme récemment des vedettes de Floride repoussaient à la mer des réfugiés haïtiens. Le Nouveau Monde n'était pas vraiment un monde nouveau, mais il avait besoin de bras (même si ses troupes régulières ou irrégulières liquidaient les populations indiennes...). Il avait besoin d'ouvriers pour Rockefeller, Ford et Carnegie.

Au XVIII[e] siècle, les riches planteurs américains achetaient des esclaves noirs livrés d'Afrique pour assouvir leurs besoins de main-d'œuvre. Plus de cent ans plus tard, à l'aube du XX[e] siècle, c'est "librement" que les pauvres arrivaient aux USA, poussés hors d'Europe par beaucoup de misère et un peu d'esprit d'aventure. Et une fois sur place, ils faisaient le travail réservé aux plus pauvres des pauvres, avant d'être remplacés par de nouveaux arrivants, et de gravir quelques marches de l'échelle sociale.

Aujourd'hui les immigrants ont changé, l'Amérique aussi. Les savants et les porteurs de capitaux y pénètrent par un quelconque aéroport et sont accueillis à bras ouverts. Les chômeurs venus du Mexique ou d'ailleurs, quand ils réussissent à passer par les mailles de la police des frontières, atterrissent, eux, dans les ateliers clandestins d'électronique de Californie ou les cuisines des bars du Texas. Comme le déclare cyniquement l'économiste américain Milton Friedman, maître à penser de l'Amérique des affaires : *"C'est justement ce qu'il y a de bien. Les immigrés clandestins ne bénéficient ni de la sécurité sociale, ni de l'assurance-chômage."*

Pour les peuples des pays pauvres qui n'ont pas entendu parler de la statue de la liberté mais connaissent le nom du FMI et les exigences de Wall Street, l'Amérique est le gendarme qui finance les terroristes anti-sandinistes du Nicaragua et envoie ses bombardiers lâcher leurs bombes sur Tripoli.

Quant aux travailleurs d'Europe, ils savent ou se doutent bien que quand Reagan prend la pose devant la statue de la liberté sous les applaudissements envieux des bourgeois grands et petits du monde entier, c'est la liberté des riches, c'est le droit des milliardaires de le rester qu'il défend.

Mais Reagan et les banquiers dont il est le porte-parole n'est pas l'Amérique. Il n'incarne pas le peuple américain, pas plus d'ailleurs que ses pâles comparses démocrates. Au prétendu paradis de la démocratie, 50 % des électeurs ne font même pas le déplacement pour mettre dans l'urne le nom d'un représentant du capital.

Dans le cadre de ce qui représentait alors une société nouvelle, la société bourgeoise, le peuple américain est devenu un grand peuple, le premier de la planète, parce qu'il n'a pas vu son développement entravé par les barrières nationales héritées du passé, qui paralysaient la vieille Europe. Il pouvait se développer directement sur de nouvelles bases, sans être parasité par les résidus des anciennes classes dominantes, qui, même dépassées, se survivaient en Europe. La technique a pu produire ses effets en grand, parce qu'elle pouvait agir à l'échelle d'un continent. C'est cet optimisme dans les capacités de la technique, cette confiance dans les possibilités de l'homme à dominer la nature, et à progresser encore, qui a fait que l'Amérique a pu préfigurer dans une certaine mesure le futur de l'humanité.

L'Amérique est devenue le leader du monde, mais d'un monde qui est aujourd'hui dépassé.

Les peuples de la terre ont aujourd'hui besoin d'un monde nouveau débarrassé des frontières, des guerres, et du profit

privé, garantissant à tous les fruits du progrès technique. Le Nouveau Monde d'hier était un continent, le monde nouveau de demain sera planétaire ou ne sera pas. Le peuple américain ne sera pas le dernier à participer à son édification, s'il ne limite pas son optimisme aux frontières de l'Amérique.

Pierre VERNANT

NICARAGUA

Face à l'agression américaine, le gouvernement sandiniste durcit le ton

A peine quelques jours après le vote par le Congrès des Etats-Unis d'une aide de 100 millions de dollars aux "contras" anti-sandinistes, le gouvernement nicaraguayen a durci le ton à l'égard des partis d'opposition et de l'Eglise catholique. Le quotidien antigouvernemental *La Prensa* a été fermé pour une durée illimitée et le gouvernement menace de promulguer une loi de confiscation des biens de tous ceux qui quittent le pays plus de six mois. Il faut dire que, jusqu'à présent, la liberté de circulation dans et hors du pays était quasi totale.

Parlant de la fermeture de *La Prensa*, la Société Interaméricaine de Presse a condamné cette décision qui *"détruit la dernière prétention du gouvernement sandiniste de respecter la liberté d'expression"*. Comme si l'aide désormais officielle de 100 millions de dollars apportée par le gouvernement américain aux "contras", à laquelle il faut ajouter 400 millions de dollars d'aide "secrète" que, selon l'hebdomadaire américain *Newsweek*, la CIA s'apprêterait à fournir aux mêmes "contras", ne constituait pas une atteinte aux libertés du peuple nicaraguayen !

Les Etats-Unis sont en guerre de fait avec le Nicaragua, même s'ils n'ont pas fait le choix d'y engager leurs propres troupes. Pas encore, du moins. Après avoir soutenu les exactions de la dictature somoziste pendant des décennies, le gouvernement américain s'est découvert une vocation de donneur de leçon de démocratie à ceux qui ont dirigé le renversement de cette dictature. Pendant des années, au nom de la nécessité du "pluralisme", ils ont justifié leur soutien aux "contras" par "l'absence de démocratie" à l'intérieur du pays, l'absence d'élections libres, ce qui ne les a pas empêchés d'intensifier leur aide aux "contras" quand des élections ont eu lieu...

Le Nicaragua est un petit pays pauvre, endetté, et que le gouvernement américain cherche à asphyxier par le blocus économique et par un harcèlement militaire permanent qui impose un budget et des effectifs militaires démesurés. Qui impose aussi des conditions précaires d'existence dans certaines régions.

Face au risque d'intensification de ce qu'il faut bien appeler l'agression américaine, face aussi, probablement, à un mécontentement populaire qui peut trouver quelques aliments, même frelatés, dans un quotidien bourgeois réactionnaire, le gouvernement sandiniste a choisi de s'en prendre encore un peu à certaines libertés. Et ce n'est certainement pas un choix qui va dans le sens des intérêts de la population pauvre, dont les dirigeants sandinistes disent vouloir faire le bonheur.

Cela dit, la dégradation de la situation politique au Nicaragua incombe évidemment d'abord et avant tout à l'impérialisme américain, à ses dollars qui affament, à ses armes qui menacent ou tuent, et à la conjonction des deux qui condamnent tous les peuples du Tiers Monde, d'une façon ou d'une autre, à des dictatures plus ou moins populaires.

Jean-Jacques FRANQUIER

PÉROU

L'armée maîtresse du jeu

Le gouvernement civil du président Garcia, élu il y a un an, a annoncé le limogeage du général dirigeant la Garde Républicaine ainsi que l'arrestation d'une vingtaine d'officiers et de quatre-vingts soldats de ce corps, auteurs directs du massacre de plus d'une centaine de prisonniers politiques appartenant au Sentier Lumineux. *"Les coupables,* a déclaré le président, *ne se cacheront pas dans une caserne. S'ils devaient échapper, alors c'est moi qui partirai."*

Et pour faire bonne mesure, le ministre de la Justice, un proche de Garcia, a annoncé sa démission pour *"des raisons d'ordre moral liées aux excès des forces de l'ordre"*. Des militaires qui assassinent et des civils qui démissionnent ou menacent de le faire : c'est l'illustration que les civils sont prêts à se cantonner au rôle qui leur est imparti : servir de paravent aux militaires tant que ceux-ci ne veulent pas exercer le pouvoir directement.

Pour être certains que le président se montrera attentif à leurs volontés, les militaires ont mis en circulation des bruits de coup d'Etat. Histoire de rappeler qui décide en dernier recours.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995